

Mario Dumont

PQ et PLQ: du pareil au même, soutient Mario Dumont

MARIO FONTAINE

Libéraux et péquistes sont différents sur papier, mais gouvernent exactement de la même façon. Seule l'Action démocratique offre un véritable changement et une approche constructive, a soutenu hier son chef, Mario Dumont, désireux de se démarquer des deux grands partis.

Réagissant au déclenchement des élections au siège de sa formation, à Montréal, M. Dumont a notamment pris de front le chef libéral, Jean Charest, qui se présente comme l'option du changement. Dans la pratique, libéraux et péquistes, c'est du pareil au même, fait plutôt valoir Mario Dumont.

« Le PQ nous a proposé deux milliards de promesses en l'air qui ne tiennent pas debout. Les libéraux ont fait mieux, ils ont proposé trois milliards », d'illustrer le leader adéquiste. Même accusation pour le passé : le PLQ a fait écrire la réforme Rochon, le PQ l'a appliquée. « Le PQ et les libéraux ont toujours gouverné de la même manière, ajoute-t-il, et ils se scandalisent chacun leur tour de ce que l'autre fait parce que l'autre a continué ce que le premier a commencé. »

Il y a tout de même une chose que l'Action démocratique partage avec les deux autres formations : l'utilisation du chef comme élément vendeur. « Avec Mario », disent ses affiches, alors que Lucien Bouchard et Jean Charest servent eux aussi de figures de proue à leurs formations respectives.

L'ADQ prévoit dépenser quelques centaines de milliers de dollars au cours du mois à venir, bien en deçà des 2,5 millions auxquels elle aurait droit, faute de fonds. Et, pour la première fois, elle présentera des candidats dans chacune des 125 circonscriptions. Une centaine sont déjà désignés.

Un sondage publié mardi dans *La Presse* indiquait que la formation recueille 7 % des intentions de vote, ce qu'elle avait obtenu au dernier scrutin. Cela ne s'était toutefois traduit que par un seul gain, celui de Mario Dumont dans Rivière-du-Loup.

Cette année, le parti vise tout particulièrement la couronne nord de Montréal et la Mauricie, rêvant de faire élire 12 candidats ou d'obtenir 20 % des suffrages, ce qui lui donnerait le statut de parti reconnu à l'Assemblée nationale. « 98 va être une opportunité de croissance majeure pour l'ADQ », prédit Mario Dumont, qui admet travailler sur le long terme.

Et de se moquer de Jean Charest qui, plus tôt cette semaine, disait s'engager dans la plus grande bataille politique de sa vie : « Si je ne suis pas premier ministre, je boude. » Pas question pour moi de faire des menaces à la population, assure Mario Dumont, qui s'engage plutôt à donner « le vrai choix, celui de la vérité ».

Son parti a adopté une approche positive, constructive depuis quatre ans, il continuera sur cette lancée, promet-il. En se penchant par exemple sur l'économie, la famille, la justice, les jeunes, les travailleurs indépendants.

L'Action démocratique ne dispose pas d'un autobus de campagne, comme les autres partis. Le chef tentera de visiter le plus grand nombre de comtés possible, en faisant des arrêts où se trouvent des médias d'information capables de relayer ses messages. La campagne adéquiste est officiellement lancée ce soir à Montréal. Quant aux éléments du programme, ils seront explicités samedi.

Le PQ arrache plus de concessions à Ottawa, soutient Bouchard

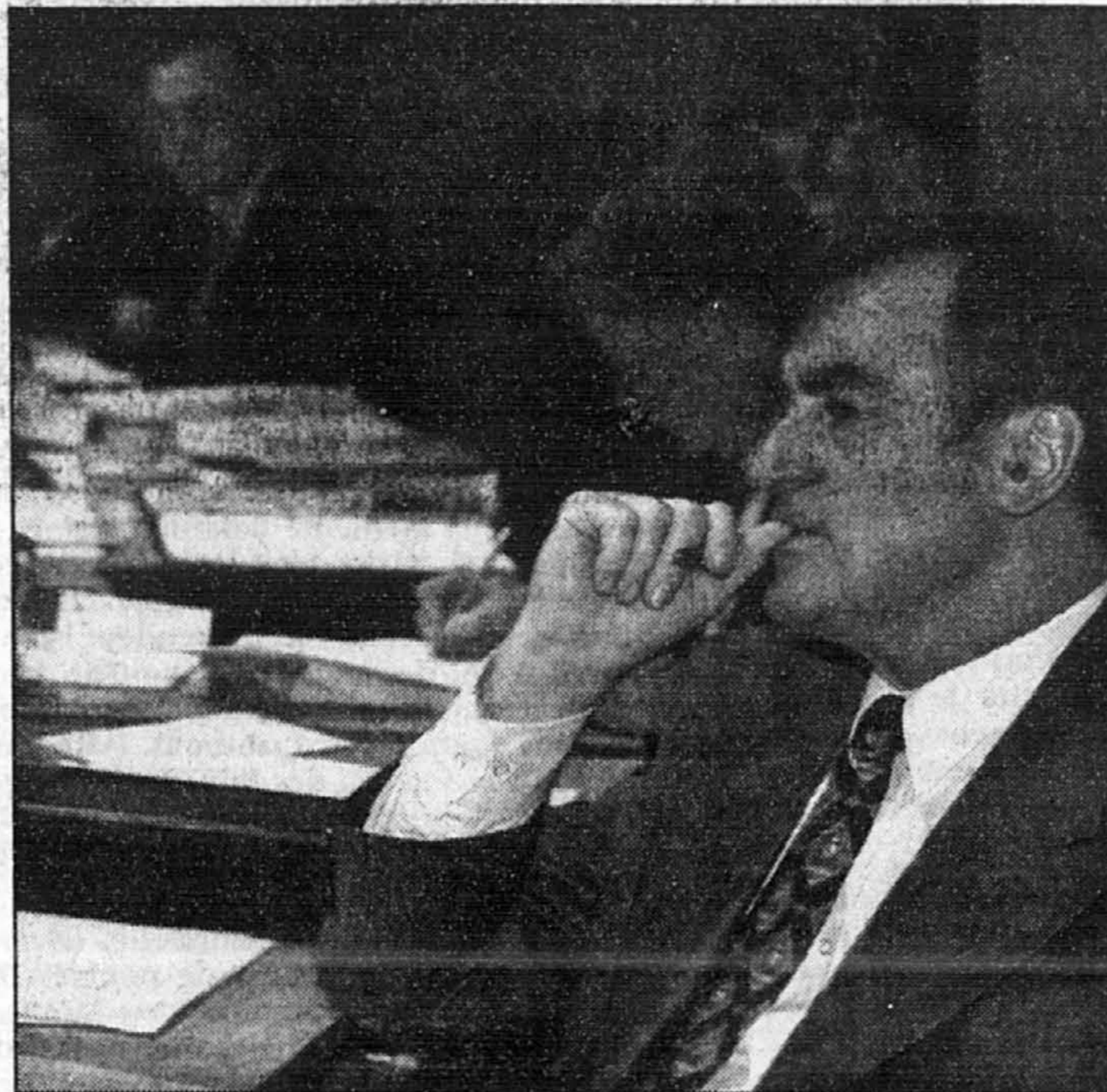
MARTIN PELCHAT
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Tout souverainiste soit-il, le Parti québécois est encore mieux placé que le Parti libéral du Québec pour arracher des concessions « minimales » d'Ottawa, surtout au moment où Jean Charest se « désarme complètement » en refusant de faire peser la menace d'un référendum, dit Lucien Bouchard.

« Nous sommes les mieux placés pour aller chercher notre butin à Ottawa », a lancé hier soir le premier ministre, qui présidait, au Hilton de Québec, son premier grand ralliement électoral : un cocktail de financement dont les organisateurs avaient vendu près de 900 billets à 200 \$ chacun. Un coup d'envoi plutôt sage où Lucien Bouchard a livré un discours qui ne contenait aucun engagement précis.

Alors que Jean Chrétien tente de limiter les dégâts de ses déclarations du week-end en affirmant maintenant que des progrès constitutionnels seraient plus réalisables avec un gouvernement Charest, le chef du Parti québécois s'est plutôt efforcé de démontrer que les souverainistes avaient obtenu plus de succès à Ottawa que les libéraux provinciaux.

« Ce n'est pas un gouvernement fédéraliste québécois qui est allé chercher le pouvoir en matière d'immigration, c'est René Lévesque, a lancé M. Bouchard. Ce n'est pas un gouvernement fédéraliste



Lucien Bouchard était songeur, hier, en présidant le dernier Conseil des ministres de son mandat.

québécois qui a obtenu le remboursement des 32 millions du coût du référendum de Charlottetown. M. Bourassa a essayé, il ne l'a pas eu. Johnson a essayé, il ne l'a pas eu. Qui l'a eu ? Jacques Parizeau. »

Le premier ministre a poursuivi en rappelant que son propre gouvernement avait rapatrié les pouvoirs dans le domaine de la main-d'oeuvre et obtenu l'amendement

constitutionnel qui a permis la création des commissions scolaires linguistiques.

Il a aussi attribué à son gouvernement le mérite d'avoir rallié cet été les autres provinces au pacte d'union sociale, qui leur assurerait un droit de retrait avec pleine compensation des nouveaux programmes fédéraux.

« Nous sommes les mieux placés pour défendre les intérêts du Qué-

bec parce que nous nous tenons debout », lance Lucien Bouchard, qui reproche en outre à Jean Charest de réduire ses chances à néant en écartant d'emblée le recours à l'arme du référendum, chose que Robert Bourassa n'avait pas faite.

« Il se présente devant le gouvernement fédéral en prétendant pouvoir lui imposer des changements, mais il se désarme complètement. »

Si le chef du PLQ y renonce, c'est qu'il sait sa cause perdue d'avance, soutient encore Lucien Bouchard, selon qui ni Jean Chrétien, ni aucun de ses successeurs « ne vont jamais proposer quoi que ce soit au Québec, sinon de dire qu'on est uniques comme le saumon du Pacifique et les stupidités du même genre qu'on a entendues au cours des récents mois ».

M. Bouchard a aussi décrit Jean Chrétien comme le véritable auteur, « au fur et à mesure de ses déclarations transcendantes », du programme constitutionnel du PLQ. « Il a ajouté au programme de Jean Charest le fait qu'il allait reconnaître Calgary et ratifier forcément, c'est implicite, le rapatriement de 1982. »

« Est-ce que Jean Charest se propose d'aller mettre la signature du Québec au bas du coup de force de 1982, moyennant la ridicule épithète de Québécois "uniques" ? demande Lucien Bouchard. Il faut le savoir. Il est sommé de nous le dire. Je l'interpelle. C'est mon droit de l'interpeller. »

Le chef péquiste passera aujourd'hui son premier jour de campagne à Montréal. Il s'adressera à midi aux étudiants de l'Université de Montréal et rendra hommage en soirée au père de la loi 101, Camille Laurin, qui a annoncé mardi sa retraite politique.



Jean Charest a participé, hier soir, au premier grand rassemblement de la campagne libérale, dans le comté d'Anjou.

Jean Charest convie les Québécois à une nouvelle Révolution tranquille

KATIA GAGNON
du bureau de La Presse, QUÉBEC

D'ici un mois, Jean Charest veut convaincre les Québécois qu'il doit répondre à « l'appel de l'Histoire » en retrouvant l'esprit de changement de la Révolution tranquille. Le chef libéral, après plusieurs jours passés sur la défensive, entamait hier son combat singulier avec Lucien Bouchard, qui constitue, avoue-t-il, l'aboutissement de toute sa carrière politique.

Malgré la politique de compressions pratiquée pendant quatre ans par les péquistes, le « choix du changement » présenté par les libéraux a placé Jean Charest sur la défensive depuis une semaine. Mais hier soir, lors du premier grand rassemblement de la campagne libérale dans le comté d'Anjou, M. Charest a tenté, devant un millier de militants, de retourner à son avantage les attaques de ses adversaires, qui l'accusent de vouloir tourner le dos aux acquis de la Révolution tranquille. Lui qui demandait aux Québécois de tourner la page sur cette époque, il y a dix jours, se présente maintenant comme le champion d'une nouvelle Révolution tranquille.

« Je suis un enfant de la Révolution tranquille », a d'emblée confié M. Charest à ses militants. « C'était des années où on osait sortir des

sentiers battus. Ces années-là doivent revenir. Oui, on peut faire différemment. Oui, on peut sortir des sentiers battus », a-t-il lancé. Le changement proposé par le PLQ représente tout de même un risque, a-t-il convenu. « Ce n'est pas vrai qu'on fait une campagne électorale en présentant un choix aussi différent sans que ça dérange. Avouons-le », lance-t-il.

« Mais dans le passé, on n'a pas craint, au Québec, de faire les choses à notre façon. Le vote du 30 novembre est en fait un appel de l'Histoire, une nouvelle occasion pour nous de marquer notre différence », a-t-il ajouté, s'employant à présenter ses adversaires péquistes comme les champions des vieilles recettes. « Le Québec n'a pas les moyens de perdre les quatre prochaines années. »

Après une semaine d'hésitations, le chef libéral s'est résolument placé en mode attaque, hier soir, en se moquant du slogan des péquistes, qui demandent aux Québécois de leur faire confiance. « Quand on essaie de convaincre quelqu'un et qu'on est à bout d'arguments, qu'est-ce qu'on dit ? faites-moi confiance », ironise le chef libéral. « Mais faites bien attention. Une fois l'argument de la confiance passé, il en reste un seul : celui de la peur. »

Mais en plus de défendre ce virage à droite économique qu'il impose aux libéraux, M. Charest aura également à composer avec son allié d'Ottawa, le premier ministre Chrétien. Les interventions de ce dernier dans la campagne québécoise n'auront que « peu d'impact », prévoit déjà le chef libéral, qui se félicite toutefois de la volte-face effectuée avant-hier par le premier ministre canadien sur d'éventuels changements constitutionnels.

« Il y a finalement une admission que personne ne pourra arrêter le mouvement de changement qui est bien enraciné. On va faire bouger des choses parce que le Québec va retrouver sa place de catalyseur. M. Chrétien n'a pas d'autre choix que de réaliser que le mouvement est irréversible. Irréversible », tranche M. Charest.

Le chef libéral a profité hier soir du premier grand ralliement de son parti pour présenter l'ensemble de son équipe de la région de Montréal, dont, bien sûr, le candidat dans Anjou, Jean-Sébastien Lamoureux, le fils du président du PLQ, Jacques Lamoureux. Le comté d'Anjou, dont la population est de plus en plus issue des communautés ethniques, une clientèle sympathique au PLQ, est convoité par les libéraux puisque le député actuel, le ministre Pierre Bélanger, ne l'a remporté que par 600 voix en 1994.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE AU DÉCLENCHEMENT DES ÉLECTIONS

Nombre de circonscriptions:	125
Répartition des sièges au déclenchement des élections:	
Parti libéral	45
Parti québécois	74
Action démocratique du Qc	1
Indépendants	2
Sièges vacants*	3

* Vaudrouil, Laprairie, Marguerite-Bourgeois
Source: PC -- (PC)

Le Parti québécois compte actuellement 74 députés à l'Assemblée nationale, contre 45 libéraux, un adéquiste et deux indépendants. Trois sièges sont vacants. Aux élections de 1994, le PQ avait recueilli 44,7% des voles, contre 44,3% au PLQ.

Élections-Québec: bilan 1976-1995

Élections du 15 novembre 1976		
PQ: 71 sièges - 41,3 %	PLQ: 26 sièges - 33,7 %	UN: 11 sièges - 18,2 %
Ralliement créditiste: 1 siège		
Parti national populaire: 1 siège		
Élections du 13 avril 1981		
PQ: 80 sièges - 49,2 %	PLQ: 42 sièges - 46,0 %	
Élections du 2 décembre 1985		
PLQ: 99 sièges - 55,9,0 %	PQ: 23 sièges - 38,6 %	
Élections du 25 septembre 1989		
PLQ: 92 sièges - 49,9 %	PQ: 29 sièges - 40,1 %	Égalité: 4 sièges - 3,6 %
Élections du 26 septembre 1994		
PLQ: 47 sièges - 44,3 %	PQ: 77 sièges - 44,7 %	Autre: 1 siège - 6,5 %
Référendum du 30 octobre 1995		
OUI: 49,4 %	NON: 50,6 %	

Source: Bureau des Élections (PC)

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Pour un vote utile des Montréalais

Après 58 jours, 15 débats publics entre les candidats à la mairie, des centaines de discours et un porte-à-porte de tous les instants de la part des candidats dans les 51 districts électoraux, l'interminable campagne électorale à Montréal prendra fin dimanche.

C'est beaucoup trop long : les débats s'enlisent, les basses attaques se multiplient, les messages à la population sont tellement nombreux, diversifiés et même contradictoires qu'ils sèment la confusion plutôt qu'ils n'éclaircissent les électeurs. L'Assemblée nationale devra amender la Loi sur les élections et référendums dans les municipalités pour réduire sensiblement la durée de la campagne, dans quatre ans.



Claude Masson
cmasson@lapresse.ca

Les électeurs montréalais ont été laissés sur leur faim. Aucun des quatre candidats à la mairie n'a suscité l'engouement ou offert un programme d'action susceptible de répondre à la morosité actuelle des Montréalais. Ce sera un vote de résignation. On votera pour le moindre mal. Mais il faut que le vote exprimé — espérons par le plus grand nombre — soit un vote utile pour l'avenir de la métropole.

Michel Prescott, le chef du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal, déjà conseiller de Jeanne-Mance depuis 16 ans et pourtant encore peu connu, a été la révélation de la campagne. De centre-gauche, il a bien présenté ses idées et son programme, par ailleurs trop mince et trop limité pour les défis que représente la gestion d'une grande ville comme Montréal. Il dirige un parti qui ne mérite pas d'être élu. Le RCM, défait il y a quatre ans, n'a pas suffisamment fait son autocritique ; il s'est reconstruit pour la période électorale à partir de déchirements profonds qui ont laissé des séquelles. Le RCM n'est même pas certain de survivre, au lendemain du 1^{er} novembre.

Jean Doré, chef d'Équipe Montréal, a tenté un retour sincère mais trop hâtif à la mairie. Les Montréalais ont encore trop frais à la mémoire les erreurs majeures de son

régne à l'hôtel de ville, dont les hausses de taxes, le coût des paramunicipales, le plancher d'emplois accordé aux cols bleus, en plus de son attitude arrogante et de sa tendance verbo-motrice qu'il a tentée de corriger tant bien que mal au cours de la campagne.

M. Doré a mis le dernier clou au cercueil de sa tentative de retour lorsqu'il a songé à se retirer de la course et qu'il est revenu sur ses bonnes intentions, 48 heures plus tard. C'était un geste honorable de sa part. Il voulait former une coalition pour éviter à tout prix la réélection du maire Pierre Bourque. Il n'est pas allé jusqu'au bout de ses convictions. Il a perdu toute crédibilité. C'est malheureux puisque Équipe Montréal, avec 22 femmes et huit jeunes de moins de 30 ans, présente une assez bonne formation. C'est aussi le seul parti qui annonçait un tandem à la direction de la Ville avec un candidat prometteur, Jean Lamarre, à la présidence du comité exécutif.

Des quatre chefs en présence, c'est de loin Pierre Bourque qui a mené la meilleure bataille. Depuis six mois, il serre des mains et visite tous les coins et recoins de la ville. Homme de bonne volonté, simple, chaleureux, il est accueillant et les électeurs le lui rendent bien. C'est l'affection qu'il reçoit des gens qui le nourrit, le stimule, lui donne sa dose quotidienne d'adrénaline. Le contact interpersonnel lui fournit son carburant. Attaqué de toutes parts par ses adversaires, des ministres, des gens d'affaires, des observateurs, des journalistes, Pierre Bourque a une exceptionnelle capacité d'absorption face aux attaques les plus basses.

Si sa campagne a été exceptionnelle, elle ne doit pas faire oublier ses quatre années de pouvoir. Démissions fracassantes de 15 conseillers de Vision Montréal, 215 accusations en vertu de la Loi électorale par rapport au financement de son parti, grande improvisation des projets et des décisions, manque de confiance de la part des autres ordres de gouvernement et des milieux socio-économiques qui comptent pour le développement de la ville. La crédibilité du maire est presque nulle. Sa capacité de travail en équipe a été un échec. Durant quatre ans, il a agi seul, en « one man show ». Un mégalomane ou un jovialiste en culottes courtes.

Le bilan de son administration n'est pas que négatif : pas d'augmentation de taxes, réduction de 1 300 postes dans la fonction publique municipale, diminution d'un

milliard de la dette actuarielle à l'égard des régimes de retraite, annulation du déficit anticipé et même léger surplus envisagé cette année. Mais, pour arriver à de tels résultats, son administration a généreusement puisé dans les surplus de la Ville, en plus de vendre des actifs à rabais au gouvernement du Québec.

La réélection de Pierre Bourque, avec l'expérience accumulée, ne serait peut-être pas la « catastrophe appréhendée ». Mais Montréal a besoin d'un maire avec plus de leadership, plus d'idées, plus de direction, plus d'influence sur les autres ordres gouvernementaux pour obtenir notamment ce fameux pacte fiscal souvent promis mais encore attendu. Réélu, Pierre Bourque pourrait devenir encore plus imprévisible dans son comportement et sa façon de gérer les affaires de la ville.

Jacques Duchesneau, chef de Nouveau Montréal, le « sauveur » attendu, a déçu durant la campagne électorale. Il a gaffé à plusieurs reprises. Son message n'a pas très bien passé. L'apprentissage de l'arène politique a été difficile pour lui. Mais, autant l'excellente campagne de Pierre Bourque ne doit pas faire oublier ses quatre années de pouvoir, autant la décevante campagne de Jacques Duchesneau ne doit pas atténuer son bilan positif comme directeur du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Drame de Polytechnique, meurtres en série de motards et descentes majeures dans leurs repaires, crise du verglas, établissement de la police de quartier ; autant d'occasions ou de dossiers où Jacques Duchesneau a exercé un véritable leadership. C'est un homme exigeant, impatient face aux résultats, autoritaire même. C'est probablement d'un homme de caractère dont Montréal a besoin pour que la métropole reprenne sa place sur l'échiquier québécois et canadien et redevienne une grande ville concurrentielle en Amérique du Nord.

Nouveau Montréal présente une équipe aussi valable que celle d'Équipe Montréal, avec notamment 40 % de candidats en provenance des communautés culturelles.

Les Montréalais doivent exprimer un vote utile et non un vote qui perpétuera la division. Jacques Duchesneau est le leader qui pourrait le mieux former une coalition au sein du conseil municipal de Montréal, advenant que son parti ou un autre soit minoritaire. Sa crédibilité comme serviteur public est reconnue. C'est ce dont Montréal a le plus besoin comme prochain maire.

Chine: encore la question des droits

Trois semaines après avoir signé une convention des Nations unies sur la protection des droits civiques et politiques, le gouvernement de Beijing harcèle de nouveau les groupes qui veulent démocratiser la vie politique chinoise et cherche à les intimider.



Frédéric Wagnière
fwagnier@lapresse.ca

Ces groupes n'ont pas la fougue du mouvement pour la démocratie qui s'est fait écraser sur la place Tiananmen, il y a neuf ans. Mais ce ne sont pas leurs tactiques moins impétueuses qui les rendent moins dangereux pour le monopole du pouvoir exercé par le Parti communiste. Les dirigeants de Beijing sont bien conscients que ce sont de petits groupes insistant sur le respect des droits de l'homme et non de puissants partis politiques cherchant à prendre le pouvoir qui ont eu raison de l'hégémonie communiste en Europe de l'Est et en Union soviétique.

Quant aux démocraties occidentales, elles doivent continuer à encourager la Chine à ratifier les conventions des Nations unies, puis à les respecter, ainsi que les droits de ses citoyens. Mais, avec leurs agendas politiques et leurs intérêts économiques, elles sont mal placées pour accélérer le processus de libéralisation en Chine. Rien n'est plus néfaste pour un mouvement idéaliste que de pouvoir être confondu avec des intérêts étrangers.

Ce sont des individus et des groupes privés qui forment le mouvement en Chine. Leur meilleur appui à l'étranger est, sans doute, un mouvement semblable pour rappeler au monde leur lutte et leurs idéaux.

Chrétien rectifie son tir



DROITS RÉSERVÉS

serge.chapleau@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

Le chat sort du sac !

Le chat sort enfin du sac ! Et les semblables s'attirant, ils ne peuvent faire autrement que de se retrouver ! Le public pourra juger. Madame Daviau, qui a presque réussi à démolir le RCM lors de sa campagne à la chefferie suivie rapidement de sa démission, en avril, rejoint maintenant celui qui ne sait pas équilibrer un budget de campagne électorale ! Imaginez-le maintenant à l'administration municipale en compagnie de Mme Daviau.

De grâce, citoyens et citoyennes de Montréal, ne vous laissez pas bernier. En tant que directeur de police de Montréal, sachez que cet administrateur « chevronné » a mis, dit-on dans certains milieux, plus d'argent de son budget dans les bureaux de la police de quartier que dans les effectifs de police, privant ainsi les citoyens d'une meilleure sécurité et d'une plus grande présence des policiers dans les rues.



Jacques Duchesneau

Comme pour les annonces de sa campagne électorale, beaucoup de dollars dans la parure, mais rien sur le fond. Bien des promesses mais peu en terme de véritables réalisations.

Roger SAGEANT
Montréal

Révoltée et indignée

Monsieur Jean Chrétien,

Je suis tombée, ce matin, sur un article en première page d'un de nos quotidiens qui nous parle de la guerre au Kosovo, avec en prime une photo d'une grand-mère en pleurs à côté de sa petite fille qui dort bêtement. L'innocence et la tragédie captées sur pellicule.

On nous parle dans le journal de massacres perpétrés par les Serbes qui tuent les adultes dans les villages en laissant les enfants en vie. Quelle gratitude ! On nous dit que ces enfants sont tellement traumatisés d'avoir vu leur famille anéantie qu'ils ne peuvent plus parler. Tout ce qu'ils font, c'est pleurer et crier. Je lis ces lignes et j'en suis révoltée et indignée. Nous sommes à la fine pointe de la technologie, nous savons tout ce qui se passe sur notre chère planète et que faisons-nous ? Nous n'avons plus

d'excuses. Que fait le Canada devant ces massacres ? Qu'est-ce que la communauté internationale attend pour intervenir ? Nous nous faisons complices en gardant le silence.

Pendant que j'écris ces lignes, je pense à ma petite fille qui saute à la corde dans la cour et qui s'amuse du haut de ses cinq ans. Elle a une chance inouïe de vivre dans un pays paisible. Ces enfants traumatisés que l'on voit à la télévision n'ont rien fait pour mériter leur sort. Quelle injustice flagrante ! Que peut-on faire devant de telles atrocités ? Je me sens démunie face à tout cela. Au nom de la vie et au nom des enfants, je veux dénoncer publiquement ces tueries inutiles et demander au gouvernement canadien d'intervenir au niveau mondial pour que cessent ces massacres. La vie d'un enfant n'a pas de prix !



Jean Chrétien

Manuela BANFI
Laval

Les garderies à 5 \$: est-ce une aubaine ?

En apprenant, lors de la réorganisation du cabinet du gouvernement Bouchard, que madame Nicole Léger devenait ministre de la Famille, j'avais espéré qu'elle redresserait la réforme de la politique familiale si mal engagée par madame Pauline Marois. Mais en vain ! Je constate aujourd'hui que madame Léger ne fait que poursuivre la destruction de la famille. Et cela, en avouant que c'est pour répondre à une demande de la population depuis la Révolution tranquille. Quel dommage pour notre société !

L'aubaine des garderies, que cache-t-elle ? Un véritable service de la famille ? Non ! Je crois, au contraire, qu'elle cache la négation ou encore l'usurpation de la plus belle des carrières : celle de maman. Une carrière que d'autres récupèrent avec un salaire dans notre monde devenu de plus en plus socialiste.

À l'heure où notre société a besoin de redécouvrir le sens du mariage et de la famille, et d'approfondir les besoins essentiels de l'enfant afin de favoriser l'épanouissement de son être tout entier, je comprends mal qu'on s'acharne à tout prix à vouloir don-

ner pour cadeau aux familles des garderies à 5 \$.

Les parents qui ont la responsabilité, plus encore l'obligation, de veiller sur leurs enfants et de bien les éduquer, que sont-ils en droit d'attendre du ministère de la Famille ? À mon avis, ils ont à attendre le respect et le soutien. Ce n'est pas en doublant le nombre de places disponibles dans les garderies québécoises qu'on y arrivera, mais en aidant les mères à assumer leur rôle. Et pourquoi pas en leur offrant un salaire familial. Là, m'apparaît l'urgence des urgences en matière de politique familiale.

Solange LEFEBVRE-PAGEAU
Centre de recherche et
d'éducation à la vie familiale

N.B.

La Presse accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réserve le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit : La boîte aux lettres, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Les textes peuvent également être acheminés par fax au 285-4816 ou par email à l'adresse : edi@lapresse.ca

Le scrutin de dimanche

Grosse pluie de reproches — venant évidemment du clan Bourque — au sujet de ma chronique de samedi, où je parlais des répercussions électoraux de la sous-scolarisation.

Oui, parce que Montréal a été abandonnée par ses élites et une grande partie de sa classe moyenne, une proportion démesurée de Montréalais est sous-scolarisée. Et c'est dans ce milieu que M. Bourque trouve une grande partie de ses appuis, comme le montrait éloquentement le dernier sondage SOM.

Je ne ferai pas amende honorable pour avoir énoncé ce qui est une évidence. Il n'y a pas une seule grande ville, où que ce soit au monde, qui n'ait en son sein une solide classe moyenne et ce qu'il faut bien appeler des élites, quel que soit le sens que l'on donne à ce mot. C'est le cas de Paris, Londres, New York, San Francisco, Berlin, Mexico, Tokyo, que sais-je... et, pour prendre un exemple à notre échelle, c'est le cas de Toronto et de Vancouver.

Qu'on aime cela ou non, c'est une réalité. Montréal déperit, et la qualité de son personnel politique s'en ressent, parce qu'une trop grande partie de ses élites naturelles l'ont abandonné au profit de la Rive-Sud et des petites enclaves qui devraient normalement faire partie du territoire montréalais (Outremont, Westmount, Saint-Laurent, etc.).

Annexez à Montréal les villes de sa périphérie immédiate, notamment celles qui font partie de son territoire géographique naturel, et vous changez instantanément le paysage politique de la ville.

Évidemment, jamais la banlieue n'acceptera cela. Tout amalgame devrait être imposé par Québec. C'est un projet si périlleux, électoralement, qu'aucun gouvernement n'aura le courage politique de s'y attaquer. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas en parler.

Cela dit, je voudrais apporter deux petites précisions à l'intention de ceux qui m'accusent de mépriser les non-instruits et les

Montréalais.

Premièrement, je ne suis pas loin d'être moi-même « non-instruite » : j'ai commencé à travailler à temps plein à 18 ans et je n'ai pour tout diplôme qu'un bachelier de « cours classique ». Certes, ce n'est pas parce qu'on est allé à l'université qu'on vote intelligemment (le grand philosophe Heidegger était un partisan d'Hitler!) mais de là à dire que la sous-scolarisation n'a rien d'anormal... Deuxièmement, il n'y a pas plus Montréalais que moi : non seulement mes parents (et mes grands-parents paternels) viennent de Montréal, mais je n'ai jamais habité ailleurs qu'à Montréal.

Bref, quand je déplore les carences de Montréal, je ne pose pas un regard extérieur sur la ville et ses habitants. Je parle de l'intérieur.

■■■

Bon. Et alors, comment est-ce que je vais voter? Dans mon district, pour Jean Lamarre. Sans hésitation.

À la mairie, j'ai dû procéder par élimination.

Je ne voterai pas pour Pierre Bourque parce que je ne veux pas d'un maire « nouvel âge ». J'aurais trop peur qu'il se mette à faire tourner des tables d'ici la fin de son deuxième mandat. M. Bourque nous a déjà confié qu'il parlait aux arbres. Tout à coup s'il se mettait à parler aux esprits?

Je ne voterai pas pour Michel Prescott, parce qu'il n'a pas fait ses preuves dans l'administration et qu'il n'arriverait pas tout seul à l'hôtel de Ville. Il traînerait le RCM derrière lui. Or, le RCM, qui a connu de belles années dans l'opposition contre Jean Drapeau, est devenu une coquille vide, groupus-



Lysiane GAGNON

culaire, et pour tout dire, archaïque.

Je ne voterai pas pour Jean Doré, malheureusement. Il y a une semaine, j'étais sur le point de lui donner mon vote, pour toutes sortes de raisons.

Spontanément, j'ai plus d'affinités avec lui qu'avec les autres candidats, peut-être simplement parce que je le connais mieux. Il est

intelligent, cultivé, il a de la prestance, de la dignité. Il parle trop, certes, mais au moins il parle bien, en anglais comme en français, et il dit rarement des bêtises. En plus, il a quitté le RCM (ou le RCM l'a quitté), ce qui, à mes yeux, lui apporte des points supplémentaires.

Mais le psychodrame de la semaine dernière — ce retrait inopiné, ces excuses improvisées, la suffisance avec laquelle il a tenté de promouvoir une coalition dont il aurait été l'unique gagnant, la débâcle qui a suivi — tout cela m'a fait changer d'idée.

En plus, il y a un facteur capital : si l'on veut voter contre Pierre Bourque, il faut voter pour celui qui a le plus de chance de le détrôner. Or, c'est Jacques Duchesneau qui est le mieux placé pour ce faire. Les récents cafouillages de Jean Doré lui ont certainement fait perdre des points dans l'opinion publique, et M. Duchesneau est probablement, aujourd'hui, bon deuxième dans la course.

■■■

Que M. Duchesneau ait été chef de police ne me dérange pas du tout. Je n'aurais pas dit la même chose en 1968, ni en 1971, mais tout a changé depuis, et la police n'est plus ce qu'elle était, exception faite de déplora-

bles bavures dont M. Duchesneau n'est pas personnellement responsable.

Les quelques policiers du SPCUM que j'ai eu l'occasion de rencontrer, dans ma vie, m'ont plutôt favorablement impressionnée par leur bon sens et leurs qualités humaines. Et puis, à l'instar de l'ancien chef Gilbert devenu criminologue, voilà un groupe de travailleurs qui n'a jamais cessé de s'instruire et de perfectionner ses techniques.

Je ne m'inquiète pas trop du fait que M. Duchesneau ait glissé sur des pelures de banane, ou réagi maladroitement à des événements imprévus. Il n'y a rien d'anormal à ce qu'un homme qui n'a pas d'expérience en politique active commette quelques maladresses à sa première campagne électorale.

Ce qui m'inquiète est d'un autre ordre : on a parfois eu l'impression qu'il manquait de jugement. Sa dernière promesse — cette histoire abracadabrante d'investisseurs étrangers prêts à déverser des millions ici s'il est élu — n'a rien de rassurant. En outre, son grand projet de mairies de quartiers est ridicule. Montréal n'est pas Paris et n'est ni assez peuplée ni assez riche pour être divisée en arrondissements.

M. Duchesneau se rachète, cependant, quand il dit que sa priorité sera de fournir des services. J'aime ce côté simple et concret, qui correspond à la nature d'une administration municipale. Des maires visionnaires, on en a eu assez. Ils ne nous ont laissé que des dettes et des éléphants blancs.

Autre considération importante : M. Duchesneau est le seul candidat qui semble disposé à tenir tête à Québec et à s'opposer aux politiques qui défavorisent Montréal dans tant de domaines, de la santé au transport en passant par la fiscalité. Cela constituerait un changement bienvenu par rapport aux administrations précédentes.

Opinions

À la défense de Pierre Bourque

DENIS GAUTHIER et RENÉE THIVIERGE
Les auteurs président les deux comités de sélection des candidats d'Équipe Bourque/ Vision Montréal.

Mesdames Agnès Gruda et Lysiane Gagnon

Les éditorialistes des journaux de la fin de semaine dernière se sont unis pour déconseiller aux électeurs montréalais de réélire le maire actuel, Pierre Bourque. Certains de ces journalistes sont demeurés dans la limite de la décence et ils ont exprimé leurs choix à partir de critères rationnels tout autant que subjectifs ; nous respectons leur préférence.

Mais, lorsqu'on s'attaque de votre manière à la personne d'un candidat à la mairie et à la qualité des électeurs (voir l'éditorial de madame Agnès Gruda, « Batre Bourque », du 23 octobre et la chronique de madame Lysiane Gagnon, « Montréal la tragi-comédie », du 24 octobre), nous croyons nécessaire de remettre certaines pendules à l'heure.

« Batre Bourque »

Vous dites, madame Gruda : « Dans les milieux influents, personne — PERSONNE — ne prend Pierre Bourque au sérieux. » Votre « don d'ubiquité » peut-il nous expliquer quels sont ces « milieux influents » ? Et pourquoi, et surtout « pour quoi ? », voudraient-ils influencer ? Un peu plus loin, vous affirmez que « des tas de personnes se posent des questions sur son équilibre mental... » Pierre Bourque — celui avec lequel nous travaillons et non pas la somme des racontars à son sujet — est pourtant au contraire un être profondément équilibré. Nous pourrions peut-être lui reprocher de ne pas assez remettre les coups. Mais nous le connaissons assez bien pour comprendre que sa façon de penser et d'agir est dictée beaucoup plus par de l'humanité et par une grande compassion pour les êtres humains que par un manque de combativité.

Un peu plus loin, vous affirmez : « Les défaillances de Pierre Bourque (...) sont susceptibles de faire un tort énorme à Montréal. » Vous semblez avoir une idée bien arrêtée sur ce que devrait être la ville et sur celui qui devrait la diriger. Votre moule théorique et intellectuel doit s'appliquer et vous n'acceptez pas d'essayer de comprendre. Comme si la ville avait arrêté de progresser pendant les quatre années de mandat du maire actuel et comme si sa réélection faisait reculer Montréal vers des limites que seule votre imagination peut inventer. Madame Gruda, vous auriez intérêt à revenir en ville !

Un peu plus loin, vous parlez de l'association de Pierre Bourque avec le candidat du Plateau Mont-Royal, Béranger Lessard, un homme « au passé nébuleux et à la pensée opaque ».



Pierre Bourque

Nous avons assisté comme vous à cette conférence de presse, et nous nous doutions bien que vous n'auriez pas le temps d'écouter et d'entendre, étant beaucoup trop occupée à vous tordre de rire. Si vous n'aviez pas tant ri, vous auriez peut-être pu comprendre vraiment les explications de monsieur Lessard sur la nature de ses infractions aux lois de l'habitation. Vous auriez peut-être écouté plus attentivement lorsqu'il a raconté qu'il achetait des bâtiments où s'étaient installés des piqueries. Il les rénovait et il les transformait en logements convenables et même attrayants, débarrassant ainsi les résidents voisins d'une proximité peu souhaitée.

Monsieur Lessard est un homme coloré, impétueux, et peu à l'aise devant les journalistes. Beaucoup d'équipes auraient refusé de le compter parmi les leurs. Mais, à notre avis, comme une famille ou comme une communauté, une équipe politique forte doit être capable d'intégrer un candidat comme lui, qui ne maîtrise peut-être pas les mots, mais qui nous est apparu en comité de sélection comme étant un homme de grand cœur et d'une grande simplicité. Nous croyons que les électeurs de son district seront capables de l'évaluer beaucoup mieux qu'une éditorialiste.

Madame Gruda, votre jugement sur notre candidat nous semble logique si nous nous référons à l'un de vos éditoriaux du mois d'octobre. « Le candidat du vide », où vous évaluez les équipes des partis en liste au moyen de... leur curriculum vitae sur papier. À propos des autres formations, vous parlez de gens plutôt instruits. Notre équipe comporte aussi une pléiade de diplômés et de professionnels, mais ce n'est pas notre seul critère pour bâtir un regroupement politique.

Le rôle d'un conseiller, même dans une grande ville comme Montréal, en est un d'écoute du citoyen et de recherche de solutions pour celui qui réclame des trottoirs sécuritaires, des rues bien déneigées, un compte de

taxes aminci, La formation universitaire doit être un complément et non pas le principal critère. On peut passer beaucoup d'années à l'université, apprendre comment discourir et comment écrire, et n'avoir jamais — car malheureusement, ça ne s'apprend pas là — l'ombre des qualités humaines de notre candidat. Les diplômes ne sont jamais aussi et plus importants que l'être humain qui les reçoit. C'est du vernis. Le vernis voilera, cachera les carences d'une poutre de bois pourri, mais nous n'aimerions pas que notre maison soit construite sur ce genre de fondation.

« Montréal : la tragi-comédie »

Après les généralisations à outrance, les demi-vérités et les affirmations méprisantes de l'éditorialiste, nous avons dû subir, madame Gagnon, votre jugement arrogant sur la qualité des électeurs montréalais. « Pourquoi Montréal est-elle une proie si facile pour les démagogues et les illuminés ? », vous lamentez-vous dans une dernière envolée de désespoir et de compassion. Et votre réponse — lumineuse ! — et suggérée par les données du plus récent sondage vous arrive aux lèvres : « C'est sur un solide bloc de démunis et de « peu instruits » que repose sa popularité. »

Madame Gagnon, si un politicien avait simplement suggéré une telle explication, il aurait été fustigé, démolé, empêché de continuer à parler, sous prétexte de manque de jugement. Mais voilà, du haut de votre tribune sacro-sainte de « columnist » protégée, vous pouvez dire n'importe quoi. Et nous nous retenons pour qualifier vos propos, nous contentant d'affirmer que vous n'avez pas le droit de juger du bon sens et de la légitimité de l'électorat à partir de caractéristiques démographiques. Encore une fois, et en cela vous rejoignez votre consœur éditorialiste, vous confondez scolarité, expérience de vie et jugement politique, vous mélangez revenus plus bas et capacité de bien vivre. D'ailleurs, votre aptitude à analyser des statistiques nous subjugue : un étudiant ou un retraité peuvent par exemple gagner moins de 15 000 \$ et être parfaitement à l'aise, étant donné le contexte et les besoins de leur vie présente.

Mais nous nous en tirons à bon compte car si vous aviez suivi votre logique jusqu'au bout, vous auriez pu proposer d'amender la loi électorale, afin d'exiger un certain degré de scolarité et de revenu pour pouvoir et surtout... pour savoir pour qui voter !

■■■

Mesdames, dans le domaine des sciences humaines ou physiques, lorsqu'une théorie ne fonctionne pas, on essaie d'en trouver une plus englobante pour expliquer la réalité. Nous souhaitons vivement que vous vous y mettiez le plus rapidement possible et que vous essayiez sincèrement de comprendre les raisons profondes de la remontée de Pierre Bourque dans les intentions de vote des Montréalais. Cela évitera, à vous comme à vos lecteurs, frustrations et déception.

Il est temps qu'un chef nous propose de nouveaux défis

JONATHAN GOLDBLOOM et ROYAL ORR

M. Goldbloom est membre du conseil d'administration du Groupe Columbia, une maison de relations publiques de Montréal, et M. Orr est un ancien président d'Alliance Québec.

Lors de sa nomination comme chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest déclarait arriver avec une nouvelle vague d'idées. En langage moderne de consultation de gestion, sa déclaration soulignait la nécessité d'un changement de paradigme en politique québécoise. Le paradigme à changer, selon M. Charest, était la structure sociale et politique de la Révolution tranquille, menée par les libéraux, que l'on doit, à son avis, revoir et en fin de compte supplanter.

Les architectes de la Révolution tranquille ont tracé pour la société québécoise un parcours marqué par la modernisation des institutions (y compris le renouveau constitutionnel), par la réforme des coutumes corrompues de patronage politique, par l'affirmation linguistique et culturelle du Québec francophone et par l'implantation d'une élite dirigeante québécoise dans les secteurs privé et public.

La Révolution tranquille s'inspirait d'un programme politique à la fois libéral et nationaliste. L'équipe du tonnerre de M. Lesage et ses politiques incarnaient de manière puissante les idéaux libéraux et nationalistes, y compris l'attachement des Québécois au fédéralisme canadien et leur frustration envers ce dernier. L'appareil étatique moderne mis en place comme outil principal pour réaliser ces objectifs et le projet de société qui en est le fruit ont été grandement appuyés par un large éventail de militants politiques du Québec pendant près de quarante ans.

Dans les faits, les principes fondamentaux de ce programme politique n'ont suscité que très peu de divergences d'opinion chez les Québécois, et cela au cours d'une période de temps étonnamment longue. Même le débat concernant le statut politique du Québec par rapport au Canada a suivi avec constance le chemin libéral-nationaliste (et manifestement fédéraliste) tracé par les penseurs des libéraux du Québec dans les années 60. (...)

Nous vivons dans une nouvelle ère. En tant que société, nous avons relevé la plupart des défis précisés lors de la Révolution tranquille avec efficacité et même brio. Il est temps qu'un chef nous présente de nouveaux défis et commence à façonner les outils nécessaires pour les maîtriser.

La chute de M. Duplessis a permis aux penseurs et militants du Parti libéral de se pencher d'une manière critique et avec perspicacité sur les problèmes de la société québécoise. Leur plan d'avenir reposait sur les grandes valeurs libérales que sont la liberté individuelle, l'équité et la justice, des valeurs qui sont au cœur de la vie politique au Québec et au Canada. Si l'ampleur des défis qui les attendaient exigeait une volonté pragmatique de défendre certaines valeurs au détriment temporaire et partiel d'autres valeurs (par exemple, la nécessité d'appuyer les français dans les années 60 a entraîné une certaine inégalité dans la reconnaissance d'autres langues), les valeurs primordiales sont demeurées inchangées.

Mais notre réussite au cours des quarante dernières années dans l'atteinte des objectifs définis par les architectes de la Révolution tranquille exige maintenant que nous renouvelions notre rapport avec ces valeurs libérales et que nous soumettions encore une fois les politiques publiques à ces principes de la vie politique au Québec.

Le Parti libéral devrait être l'instigateur de ce processus, voire être au cœur du changement de paradigme annoncé par M. Charest en politique québécoise. Les années 60 sont révolues depuis longtemps. À la veille du nouveau millénaire, le Québec est devenu un acteur culturel et économique sûr de lui au sein des marchés mondiaux. Mais comme toute autre société du monde d'aujourd'hui, le Québec ne réussira à engendrer la prospérité et de bonnes perspectives d'avenir pour ses citoyens qu'en misant sur les capacités et le bon vouloir de tous et chacun. L'exploitation de la division au sein de la société québécoise en vue de gains politiques est devenue la grande noirceur de notre génération.

Il est impératif de formuler une nouvelle vision libérale-nationaliste pour le Québec du XXI^e siècle : une vision fondée sur la liberté individuelle, l'équité et la justice ; une vision ouverte aux avantages de la collaboration fédérale et multilatérale ; une vision universelle et axée sur l'avenir qui demeure néanmoins fermement enracinée dans les anciennes et nobles traditions de démocratie et d'identité maintenues par le Québec et par le Canada.

Quelques nouveautés

MARIO FONTAINE

Les Québécois ne seront pas trop dépayés par la campagne électorale qui s'amorce, mais elle leur apportera quand même quelques surprises. Comme un bulletin de vote différent, la possibilité pour un individu de faire de la publicité et des passes d'armes condensées.

La lutte ne durera en effet que 33 jours cette année, par rapport à 50 en 1994. C'est qu'il fallait auparavant recenser les électeurs, une opération qui a disparu avec la confection de la liste électorale permanente, en vigueur depuis l'an dernier. Trente-trois jours, ce n'est toutefois pas un record. Les campagnes de 1976 et 1981 n'avaient en effet duré que 28 et 32 jours respectivement, ayant été déclenchées juste au terme des recensements annuels de l'époque.

En plus de ne plus voir d'énumérateurs à leur porte, les électeurs utiliseront aussi un nouveau bulletin de vote, au cercle plus petit. Il suffira de le noircir ou de le marquer, ce qui évitera de rejeter des bulletins dont le X ou le V est mal fait. Ces bulletins ont été utilisés au cours des neuf dernières élections partielles sur une base expérimentale, et ont permis de réduire sensiblement le nombre de bulletins rejetés.

Mais pour pouvoir voter, encore faut-il être inscrit. Les électeurs recevront par la poste une carte de confirmation d'ici le 8 novembre au plus tard. Si elle n'arrive pas ou contient des erreurs, ils pourront y remédier durant la période de révision, qui commencera le neuf novembre et se poursuivra jusqu'au 17. Une révision « spéciale » prendra le relais du 18 au 25 novembre, mais dans ce cas il faut se présenter en personne au bureau du Directeur général des élections (DGE) de sa circonscription.

Un débat a fait rage au cours des dernières semaines sur les règles d'identification des électeurs. On a parlé de carte d'électeur, d'identification obligatoire avec photos. Rien de tel n'a toutefois été voté par l'Assemblée nationale, même si la dernière hypothèse risque de refaire surface après le scrutin. On s'identifiera donc comme avant au bureau de vote, avec la possibilité de prêter serment si un scrutateur met votre capacité d'électeur en doute ou si quelqu'un a voté à votre place.

À noter que les électeurs absents du Québec depuis moins de deux ans — dont ces fameux *snowbirds* déjà partis pour la Floride — peuvent voter par correspondance. Ils doivent toutefois s'inscrire auprès du DGE d'ici le 11 novembre. Comme les délais sont courts, on leur recommande de se manifester par téléphone (418-528-0422) ou Internet plutôt que par la poste.

Enfin, le vote par anticipation se déroulera les 22 et 23 novembre. Au total, on s'attend à ce que 5 047 000 Québécois soient inscrits sur les listes d'électeurs cette année, un peu plus qu'en 1994 (4 893 465). 3,9 millions d'électeurs s'étaient alors privés de leur droit de vote, soit 81,6 % du total.

Comme les partis peuvent dépenser 50 cents par électeur pour l'ensemble des comités où ils présentent des candidats, cela signifie que le Parti québécois, le Parti libéral et l'Action démocratique du Québec pourront consacrer jusqu'à 2 523 500 \$ chacun à la campagne qui s'amorce.

La publicité électorale ne sera autorisée dans les médias qu'à compter du 5 novembre, jusqu'au 29. En revanche, les sondages seront permis en tout temps, y compris le jour de l'élection. À noter aussi que les limites des comités restent les mêmes. C'est seulement après le scrutin qu'elles seront révisées.

En revanche, un jugement récent de la Cour suprême a forcé l'Assemblée nationale à modifier certaines des règles de financement. Ainsi des intervenants politiques peuvent désormais dépenser jusqu'à 300 \$ en publicité, à condition d'obtenir une autorisation du directeur des élections et de ne pas favoriser ou nuire à aucun des candidats dans la lutte.

DGE
www.dgeq.qc.ca

Un vote pour le PQ est un vote pour un référendum, dit Duceppe

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

En réélisant le Parti québécois le 30 novembre, les Québécois voteront pour la tenue d'un troisième référendum, affirme l'allié numéro un de Lucien Bouchard à Ottawa, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

La tenue d'un nouveau référendum, une question qui alimente les débats au sein même du PQ en ce début de campagne, était aussi dans l'air aux Communes, hier, après l'annonce officielle du déclenchement à Québec.

Invité à commenter les propos du premier ministre Jean Chrétien, selon qui les Québécois ne veulent pas d'un nouveau référendum, Gilles Duceppe répond que le résultat de l'élection tranchera le débat.

« Ça se vérifie par l'élection, on verra quel parti ils (les Québécois) éliront, a indiqué M. Duceppe à sa sortie des Communes. Moi je pense que ce sera le Parti

québécois, et c'est là que ça se juge. »

Il y a toutefois deux nuances importantes dans les propos de Gilles Duceppe. D'abord, il insiste pour parler d'un « référendum gagnant », puis, il ne peut dire quand aura lieu ce référendum.

En élisant le PQ, les Québécois « votent pour un parti qui s'est engagé à tenir un référendum gagnant, ça c'est clair », affirme M. Duceppe.

Ce référendum aura-t-il lieu au cours du mandat ? lui a-t-on demandé trois fois.

« M. Bouchard a parlé de 2001, mais gagnant, un référendum ga-



Gilles Duceppe

Communes.

« M. Chrétien a fait des déclarations samedi, Stéphane Dion a essayé de dire autre chose lundi, puis M. Chrétien a proposé quelque chose hier. Il panique », conclut Gilles Duceppe.

« Je me rends compte que le Bloc est nerveux à la Chambre aujourd'hui », s'est moqué Jean Chrétien en réponse à une des nombreuses questions du Bloc.

Son ministre des Affaires inter-

gouvernementales, fort occupé lui aussi durant la période des questions, s'est dit prêt pour la bataille qui s'annonce.

« Plus le Bloc pose des questions, plus ils démontrent qu'ils n'ont pas de cause, c'est très bien pour nous », a indiqué M. Dion en quittant les Communes.

Pendant que le Bloc s'en promet et que Stéphane Dion en redemande, les ministres du gouvernement Chrétien et les partis d'opposition tentent de faire le moins de vague possible, question de ne pas nuire aux libéraux de Jean Charest.

« C'est sa campagne, nous, nous sommes au service des libéraux du Québec », a simplement dit le ministre Lucienne Robillard.

Du côté des conservateurs, on espère que le « sacrifice » de leur ancien chef n'aura pas été vain. « Il a beaucoup de travail à faire, a indiqué le chef intérimaire, Elsie Wayne. Nous nous croisons les doigts. »



PHOTOS La Presse

Une pub axée sur les chefs

La publicité électorale de la présente campagne sera axée sur la personnalité des chefs. Les premières affiches qui ont été installées en donnent d'ailleurs un net aperçu, tant du côté du PQ que du PLQ.

C'est parti!



Chantal Hébert

Officiellement promise à finir en lion le 30 novembre, la 35^e élection québécoise a entre-temps commencé en mouton hier. Après des semaines de campagne officieuse, son déclenchement était devenu une formalité. Sans être mémorable, l'événement a quand même commencé à donner le ton à l'élection.

D'abord la forme : les Québécois avaient rarement vu Lucien Bouchard aussi nerveux. Il faut dire que, dans sa courte mais spectaculaire vie politique, M. Bouchard a davantage eu l'habitude des conditions gagnantes que de l'adversité électorale. Ministre vedette derrière lequel le premier ministre Mulroney avait mis tout son poids en 1988, chef d'un parti fédéral hyperpopulaire en 1993, sauveur attitré du camp du OUI au référendum de 1995, M. Bouchard n'avait jamais

jusqu'à hier été celui sur les épaules duquel repose le poids du choix du moment d'une élection. Et puis, tous les premiers ministres tiennent à faire valider leur bilan par l'électorat, histoire de prouver qu'ils ne sont pas le résultat d'un accident de parcours. À plus forte raison M. Bouchard, qui n'a jamais été élu dans ce poste.

Plus accoutumé aux raidillons électoraux, le chef libéral semblait également plus sûr de lui que son adversaire. L'affaissement de la formidable avance que son arrivée avait donnée au PLQ aura au moins eu l'avantage de donner des coudees très franches à M. Charest. L'entendre, on sent qu'il pense qu'il n'a rien à perdre et tout à gagner à foncer dans la campagne.

Ensuite, le fond : le plus exceptionnel, c'est qu'il a été davantage question du programme de l'opposition que du bilan du gouvernement au cours du point de presse du premier ministre. Ce n'est pas un accident. Et d'emblée, Lucien Bouchard a invité les Québécois à participer nombreux au suffrage, ce qui n'est pas un voeu pieux. Avec une lutte serrée en vue, le PQ craint l'abstention de ceux de ses membres que la lutte au déficit zéro et le flou de l'engagement référendaire auraient désabusé. Mais il compte sur la teneur du programme Charest pour les galvaniser. Il faut également attribuer à un appel aux drapeaux souverainistes

la grande place faite à Jacques Parizeau dans la campagne péquiste.

Après avoir maladroïtement laissé son programme économique se faire caricaturer par ses adversaires, Jean Charest tenait également à en reparler. Pour recentrer sa plateforme à deux égards. D'abord en la situant dans le contexte québécois, en affirmant d'emblée qu'« on a jamais eu peur au Québec d'inventer, de créer, de faire des choses à notre façon ». Ensuite, en lui donnant des lettres de noblesse sociale, le grand oubli de la stratégie libérale des dernières semaines. À défaut de produire des politiques précises, M. Charest a fait une large place à la santé et à la pauvreté dans son discours de lancement et c'est dans l'est de l'île de Montréal qu'il a démarré sa tournée.

Quoi dire de Mario Dumont sinon que, pris au dépourvu par l'heure du déclenchement et forcé d'improviser ses premiers commentaires à partir d'un studio de télévision d'Ottawa, le chef de l'ADQ a quand même juré qu'il avait toujours su que les élections seraient déclenchées pour le 30 novembre.

Enfin, le grand oublié de ce lancement aura été le premier ministre ontarien Mike Harris, qui ne s'en plaindra pas après avoir vu son nom utilisé à toutes les sauces depuis que Jean Charest a mis son programme électoral sur la place publique.

que Jean Charest et les libéraux demandent à Ottawa », a souligné le chef de l'ADQ, après avoir présenté trois des cinq candidats qui porteront les couleurs de son parti en Outaouais, au cours de la campagne électorale. Mark Buzan, qui est âgé de 24 ans, est un employé politique au bureau du député réformiste Jason Kenney.

La Santé suspend sa pub

Le ministère de la Santé a suspendu toutes ses activités publicitaires sur la transformation du système de santé pour la durée de la période électorale. « Même s'il n'y a pas de règle précise qui régisse l'action des ministères et organismes du gouvernement en période électorale, les autorités du ministère tiennent à respecter l'es-

prit de la Loi électorale », a indiqué le ministère de la Santé par voie de communiqué. Le Parti libéral du Québec avait porté plainte devant le Directeur général des élections, estimant que cette publicité faisait partie intégrante de la stratégie électorale du PQ. « Depuis 1995, le Ministère réalise diverses activités de communication visant à rassurer et informer la population sur la transformation du système de santé et de services sociaux en diffusant, entre autres, des messages publicitaires sur le service téléphonique Info-Santé CLSC, la chirurgie d'un jour, etc. Pour éviter que ces activités de communication se transforment en éléments de débat entre les partis politiques pendant la période électorale, elles sont donc reportées à plus tard », dit le ministère dans son communiqué.



Les chefs aujourd'hui

■ Le chef du Parti québécois Lucien Bouchard fera campagne dans la région de Montréal. Il prononcera une allocution à l'Université de Montréal à midi, visitera le Centre de formation des métiers de l'acier à Anjou à 14h30, prendra la parole au lancement de la campagne nationale du PQ à la permanence du parti à 17h00 et se rendra à une assemblée publique dans le comté de Bourget à 19h00.

■ Le chef du Parti libéral Jean Charest fera campagne dans la région de Montréal. Il doit préciser la politique de son parti dans le secteur de la santé lors d'une conférence de presse en matinée. Il procédera ensuite à l'ouverture officielle des comités électoraux des comtés d'Iberville et des Mille-Îles.

■ Le chef de l'Action démocratique Mario Dumont fera campagne dans la région de Montréal. Il sera à l'assemblée d'investiture du candidat Jacques Hébert dans Deux-Montagnes à 15h15 et procédera au lancement officiel de la campagne de l'ADQ au comité électoral du parti à Montréal à 19h.

Après 9 allers-retours, en plus de la prime de 45 000 points, vous obtenez 2 billets en classe économique pour n'importe quelle destination au Canada ou aux États-Unis continentaux sur les ailes de Canadien.



3 allers-retours
et 15 000 points en prime!



Canadien *Plus*

Rétroactif au
1^{er} septembre
1998!

Du premier septembre au 30 novembre 1998, faites trois allers-retours* admissibles à bord de Canadien^{MD}, d'Inter-Canadien^{MD}, d'American Airlines, de British Airways ou de Qantas et vous obtiendrez une prime de 15 000 points Canadien Plus à utiliser comme vous le désirez.

RÉTROACTIF EN PLUS!

Si vous avez voyagé avec nous depuis le premier septembre, vous vous rapprochez du but.

FACILE!

Pour profiter de cette offre, il suffit de donner votre numéro de membre Canadien Plus au moment des réservations ou de l'enregistrement. Pour chaque trio d'allers-retours admissibles, nous vous accorderons automatiquement une prime de 15 000 points* en plus de vos points habituels. Si vous n'êtes pas membre de Canadien Plus et désirez le devenir, veuillez consulter les conditions ci-dessous.

Réservez dès maintenant! N'hésitez pas, composez le 1 800 665-1177 ou communiquez avec votre agent de voyages. Encore mieux, obtenez 500 points supplémentaires en réservant par l'intermédiaire de notre site Web au www.cdnair.ca

**Vous ne ferez pas
trois allers-retours?
Même si vous n'en faites
qu'un ou deux,
vous doublez vos points!††**

American Airlines

BRITISH AIRWAYS

QANTAS
THE SPIRIT OF AUSTRALIA

Inter-Canadien

Canadien ^{MD}

Pour voyager comme vous l'aimez

www.cdnair.ca

Vous devez être membre de Canadien Plus pour participer. Si ce n'est pas le cas, composez le 1 800 665-1177 pour vous inscrire, ou passez par notre site Web (www.cdnair.ca). Les nouveaux membres doivent faire parvenir leur carte d'embarquement et le reçu de leur billet à Canadien Plus, "Trois vols", C.P. 7737, Succ. Terminal, Vancouver (CB) V6B 5W9. *Ou nos partenaires régionaux. *Le seuil de points-primes Canadien Plus sera porté au compte du client en nombre différentiel en fonction du nombre d'allers-retours admissibles effectués entre le 01/09/98 et le 30/11/98 (par ex.: deux vols = seuil de points non atteint, de 3 à 5 vols = prime de 15 000 points, 6 vols = prime de 30 000 points). ††Si vous faites moins de trois allers-retours entre le 01/09/98 et le 30/11/98 (soit 1 à 5 tronçons), obtenez le double des points pour chaque tronçon effectué. Sont admissibles les vols réservés et effectués dans les catégories suivantes: Canadien ou ses partenaires régionaux: F, J, C, Y, B, H, Q; American Airlines: F, P, C, Y, B; British Airways: F, J, C, Y, S; Qantas: P, J, Y. Tous les règlements et les conditions du programme Canadien Plus s'appliquent. American Airlines est une marque déposée de American Airlines Inc. Canadien et Canadien Plus sont des marques déposées des Lignes aériennes Canadien International Itée.

Politique

La CEQ promet des moyens de pression

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

Pas de moyens de pression du front commun pendant la campagne électorale ne veut pas dire pas de moyens de pression de la CEQ pendant cette même campagne.

La CEQ dissocie en effet la négociation du secteur public, en front commun, de sa négociation à elle sur l'équité salariale. Ainsi, si le front commun, lui, n'adopte pas de moyens de pression pendant la campagne électorale, la CEQ, elle, en adoptera pendant la campagne pour obtenir l'équité salariale pour ses membres.

Journée d'étude, caravanes des partis politiques suivies par un autobus de la CEQ, campagne de publicité, lettres expédiées aux candidats. C'est finalement tout un arsenal que déploiera la Centrale de l'enseignement du Québec, a prévenu la présidente Lorraine Pagé, hier, en conférence de presse à Montréal.

Les fédéralistes voteront massivement

MICHEL HÉBERT
Presse Canadienne, QUÉBEC

Même si les sondages indiquent une remontée du PQ dans les intentions de vote, le fort taux de participation des fédéralistes au scrutin risque de jouer un mauvais tour aux stratèges péquistes.

Encore sous le « choc » du résultat référendaire de 1995, ils profiteront de ce scrutin pour régler leurs comptes avec Lucien Bouchard et voteront massivement.

« Même si la tendance est favorable au PQ, les libéraux ont un avantage. Pour les fédéralistes, c'est une élection référendaire alors que pour les souverainistes, c'est une élection sur la gestion du gouvernement », explique Jean-Marc Léger, président de la firme de sondages Léger et Léger.

« Les fédéralistes vont se déplacer en plus grand nombre le jour du scrutin. Les non-francophones vont voter à plus de 85-90 %. Ils sont encore sous le choc du référendum.

« Les souverainistes, eux, avec un gouvernement qui a fait des compressions importantes, seront désavantagés par ça, et le taux de votation risque d'être moins élevé.

S'il y a à peine 75 % des souverainistes et plus de 85 % des fédéralistes qui vont voter, il risque d'y avoir un avantage (pour les libéraux).

« C'est ce qu'on appelle la prime de l'urne qui peut être importante dans ces élections-ci », précise M. Léger.

Or donc, l'avantage que donne la tendance favorable au PQ pourrait être neutralisé.

« Au signal de départ, c'est égal, mais la tendance pour le gouvernement Bouchard est contrée par le fait que le taux de votation des libéraux est plus élevé. Alors les paris sont ouverts », ajoute-t-il.

Les experts Pierre-Alain Cotnoir et Pierre Drouilly avançaient en septembre dernier que si l'avance du Parti libéral passait sous la barre des 4 %, « il risquerait fort de se retrouver dans l'opposition par effet de concentra-

tion de son vote dans un certain nombre de circonscriptions ».

Le sondage Léger et Léger de la mi-octobre accordait une mince avance de 3,8 % au PLQ dans les intentions de votes. Et cela après une généreuse répartition des indécis en faveur des libéraux. En revanche, l'avance du PQ chez les francophones était de presque 15 points.

« Trois ou quatre points de différence entre les deux partis, c'est une victoire pour le Parti québécois », dit Claude Gauthier, de chez CROP.

« C'est parce qu'une grande portion des votes du PLQ vient d'un petit nombre de comtés. Cela gonfle artificiellement son pourcentage de votes et lui donne un nombre limité de comtés. La règle, c'est que ça lui prend plus de quatre points pour gagner », ajoute-t-il.

« Ce n'est pas le 3,8 qui compte, ce sont les 14 points d'avance chez les francophones », confirme Jean-Marc Léger.

L'expert Pierre Drouilly a fait connaître ses prédictions : 69 sièges aux péquistes et 56 aux libéraux.

Qui aurait pu prédire un tel scénario au printemps dernier ?

L'arrivée de Jean Charest à la tête du PLQ a catapulté les libéraux dans les sondages. Ils recevaient l'appui de 52,8 % des Québécois en mars, selon un sondage Léger et Léger. Un sondage CROP indiquait six mois plus tard que cette formidable avance avait fondu comme neige au soleil.

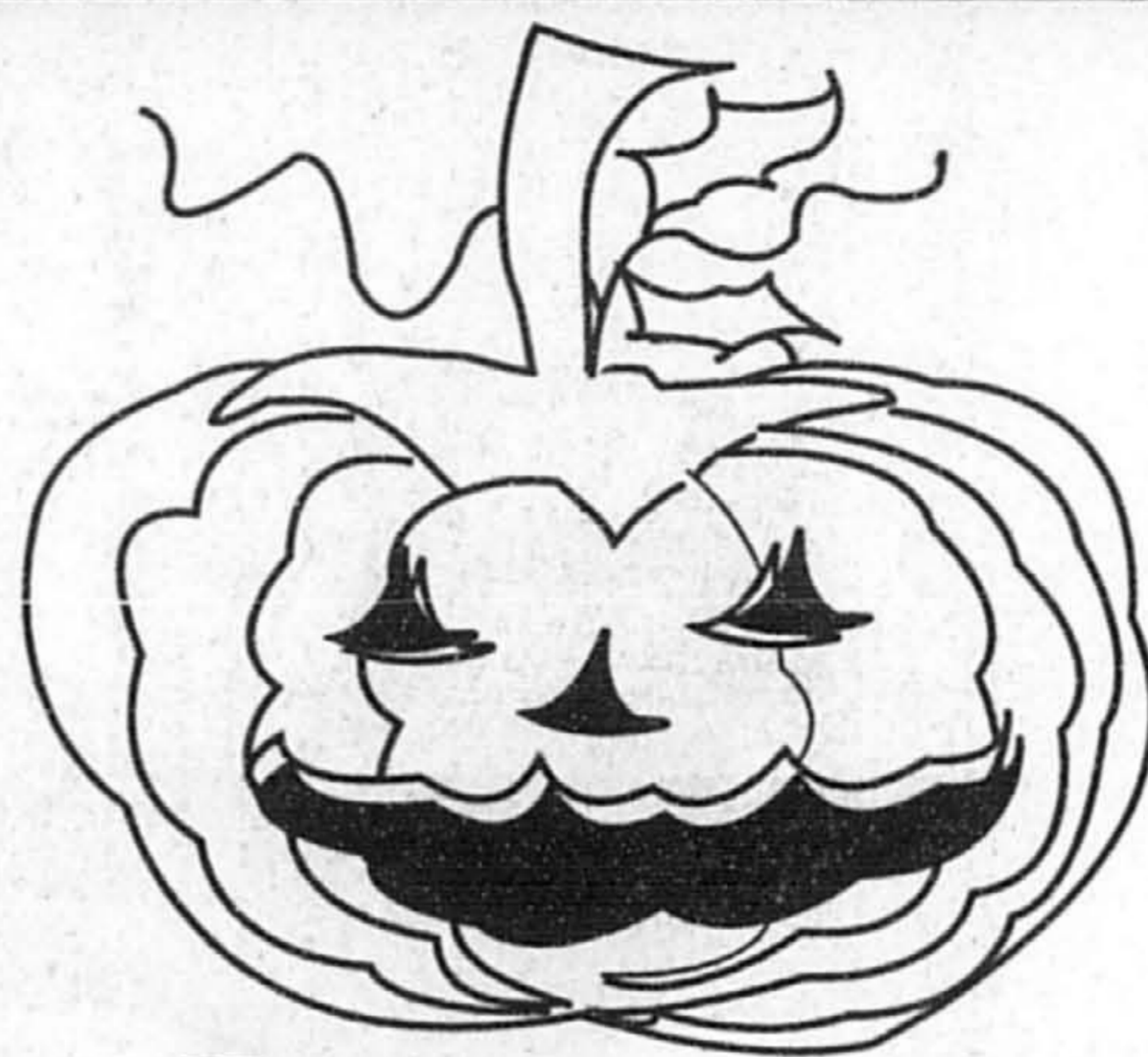
À la mi-octobre, la maison Sondagem donnait une mince avance de 3,2 % aux libéraux. Un écart confirmé une semaine plus tard par CROP. L'ADQ de Mario Dumont continuait à voter sous 5 %.

Après avoir été déviée, la tendance favorable au PQ a donc repris sa trajectoire originale. Si bien que certains estiment que le PQ pourrait devancer le PLQ à la mi-novembre.

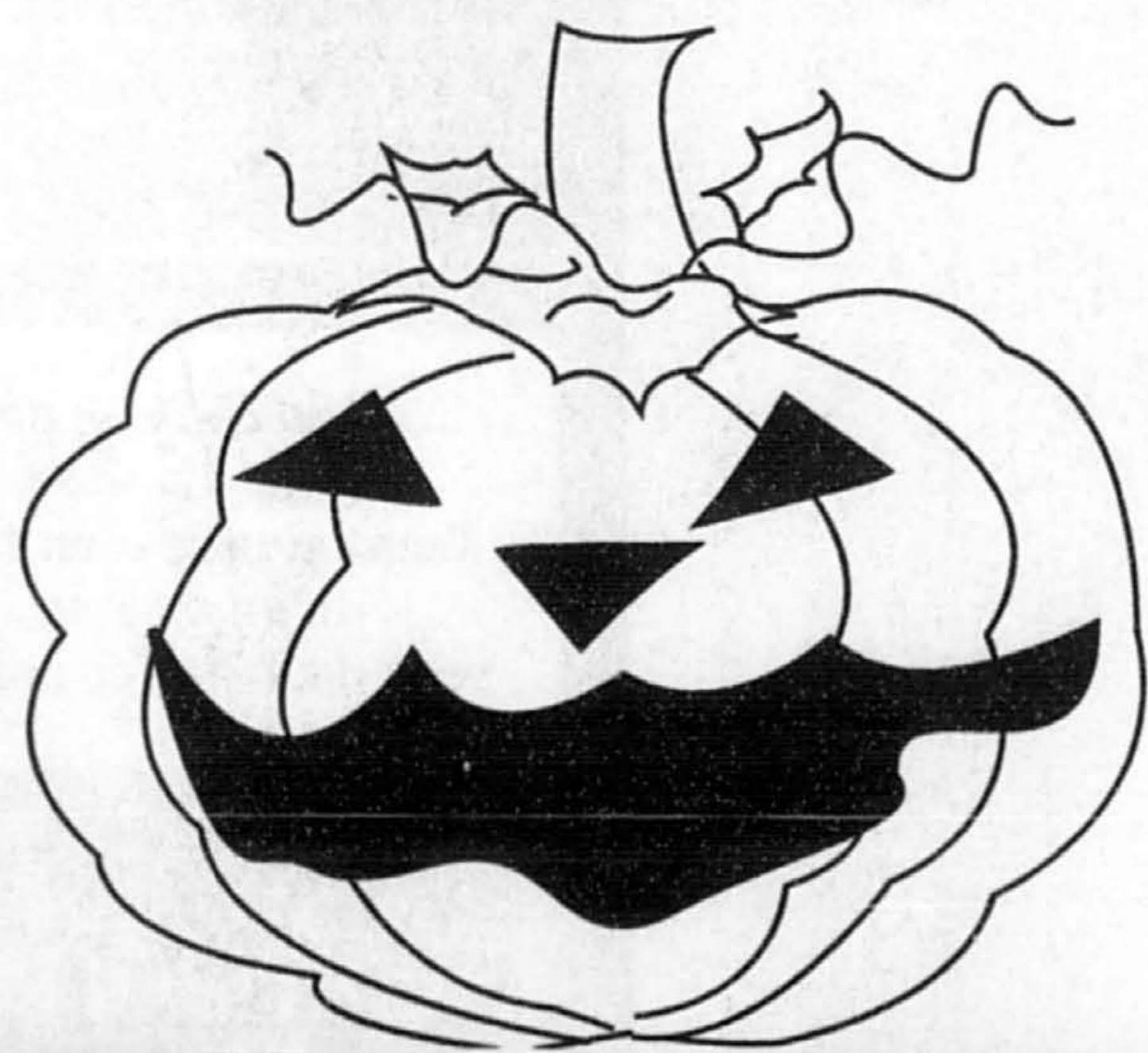
Voilà pourquoi le premier ministre aurait opté pour des élections à l'automne. Il profite du vent favorable et balaie du paysage les difficiles négociations dans le secteur public, toujours impopulaires auprès de la population. Il évite aussi de subir les contre-coups politiques d'un éventuel ralentissement économique.

« C'est quand même un pari risqué », dit Claude Gauthier.

SEARS



Se préparer
à l'arrivée des
fantômes et
des lutins
n'est pas
de tout repos...



Relaxez...
Le super samedi
débutera le
vendredi 30 octobre
... pour simplifier
votre magasinage!

**VOUS POUVEZ AINSI PRENDRE LE TEMPS DE VOUS PRÉPARER POUR L'HALLOWEEN
ET PROFITER D'AUBAINES EXTRAORDINAIRES SUR LES
VÊTEMENTS, LES ARTICLES POUR LE FOYER, LES ÉLECTROMÉNAGERS
ET BIEN PLUS.**

Politique

Joe Clark propose sa propre union de la droite

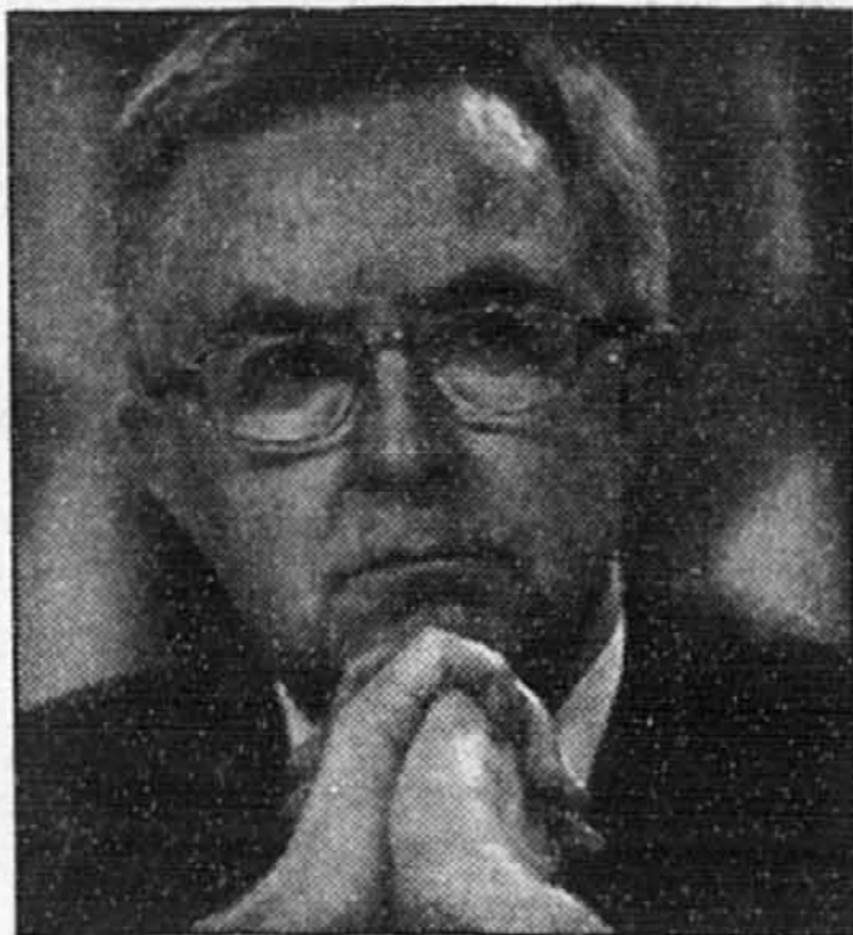
Le candidat Brian Pallister se retire de la course à la direction du Parti conservateur

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

L'ancien premier ministre Joe Clark a décidé de damer le pion au chef réformiste, Preston Manning, et de proposer sa propre union de la droite comme solution de rechange au Parti libéral du Canada.

M. Clark, qui a terminé au premier rang samedi dernier du premier tour de la course à la direction du Parti progressiste conservateur, avec 48,51 % des voix, parlait déjà hier comme s'il était déjà couronné. « L'union de la droite telle que proposée par le Parti réformiste, a déclaré Joe Clark, est limitée. Sa seule raison d'être serait de sauver la vie d'un parti qui est au prise avec de graves problèmes. »

M. Clark faisait ses déclarations quelques instants après que le candidat manitobain Brian Pallister eut annoncé son retrait de la course. Ce dernier avait terminé au troisième rang avec seulement 12,2 % des voix. Le deuxième tour du scrutin à la direction du PC doit être normalement tenu le 14 novembre prochain, si les deux autres candidats en lice, Hugh Segal et



Joe Clark



Brian Pallister

David Orchard, ne se retirent pas d'ici là.

Celui qui fut chef du PC à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt n'a pas caché hier qu'il préférerait que cette course — où la victoire lui est pratiquement assurée — finisse le plus tôt possible. M. Clark se dit des plus fébriles à vouloir se mettre au travail et à reconstruire un parti qui a mordu la poussière lors des deux

dernières élections. Quant à Hugh Segal, second avec 18,9 % des voix, tout indique qu'il se retirera à son tour ce matin de la course, laissant l'outsider et intraitable David Orchard seul devant Joe Clark. Le président de l'aile jeunesse du PC, Patrick Brown, qui est un partisan de M. Segal, a d'ailleurs annoncé hier qu'il se rangeait aux côtés de M. Clark. M. Brown a exhorté MM. Segal et Orchard à laisser le champ

libre à l'ancien premier ministre.

« Le temps est venu, a-t-il affirmé, de nous rallier à notre nouveau chef et de joindre nos forces contre nos véritables cibles politiques, le gouvernement libéral et le Parti réformiste. Le parti ne retirera aucun bénéfice en prolongeant la course à la direction de trois semaines, surtout lorsque l'on constate la performance convaincante de M. Clark lors du vote de samedi dernier. »

Le projet réformiste d'union de la droite sera débattu en février prochain lors d'un grand rassemblement où plusieurs conservateurs ont déjà décidé d'être présents. Le premier ministre albertain notamment, Ralph Klein, a accepté d'être l'un des principaux conférenciers de cette rencontre exploratoire.

M. Clark a communiqué hier avec Ralph Klein pour lui faire part de sa surprise. « Je lui ai dit qu'assitôt la course à la direction du parti terminée, a confié l'ancien premier ministre, ma grande priorité sera de mettre au point ma propre solution pour unifier la droite. Je lui ai dit que nous avions une base plus large que celle des réfor-

mistes. M. Klein m'a dit qu'il était intéressé à examiner ma proposition. »

Joe Clark a insisté à plusieurs reprises sur le fait que son projet d'union de la droite était plus viable que celui des réformistes qui n'avaient aucun appui au Québec et dans les Maritimes.

Preston Manning a réagi aux propos de M. Clark en disant que ce dernier arrivait trop tard. « Je suis déçu que Joe ait dit cela, a lancé le chef de l'opposition officielle. Notre projet est une tentative sincère pour créer une solution de remplacement aux libéraux. Je ne crois pas que l'on puisse créer une véritable solution de remplacement aux libéraux en ayant l'esprit fermé et en fermant la porte. Joe ne devrait pas faire cela. »

M. Manning rejette l'argument de la faible base électorale du Parti réformiste. « La vérité, dit-il, est que nous n'avons ni l'un ni l'autre de grandes bases électorales. L'union de la droite vise justement à attirer le plus grand nombre de personnes autour d'une seule plateforme au contenu le plus solide possible. »

Profitez de ces économies vendredi soir de 17 h à 21 h seulement!

rabais 60%
LIQUIDATION D'OREILLERS!
Choisissez parmi une grande sélection de modèles à bourre synthétique de fin de série.
Dans la limite des stocks.

Toutes les friandises d'Halloween
1.66 par paq.
Choisissez parmi une grande assortment.
Rég. Sears 2,29 - 2,49
Dans la limite des stocks.

rabais 60%
COSTUMES D'HALLOWEEN CHOISIS POUR ADULTES ET ENFANTS

rabais 35-50%
PERÇEUSES SANS FIL CRAFTSMAN^{MD} CHOISIES
Rég. Sears 89,99-399,99. Chac.
57⁹⁹ - 199⁹⁹
Dans la limite des stocks.

rabais 50%
SUR LES PRIX DE LIQUIDATION DE TOUS LES VÊTEMENTS ET TOUTES LES CHAUSSURES POUR TOUTE LA FAMILLE.
Choisissez parmi une sélection pour toute la famille.
Dans la limite des stocks.

moitié prix
VESTES EN DENIM POUR FILLES
Tailles 7-16
Rég. Sears 29,99 34,99. Chac.
14⁹⁹ - 17⁴⁹

moitié prix
JEU D'OUTILS POUR MÉCANICIEN 111 PIÈCES
Standard et métrique, 3/8 po. et 1/4 po.
Rég. Sears 59,99. Le jeu
29⁹⁹ Le jeu

rabais 1/3
PEIGNOIRS PROTOCOL^{MD} POUR HOMMES
Rég. Sears 99,99-119,99. Chac.
66⁵⁹ - 79⁸⁹

9⁹⁹ Chac.
PISTE DE COURSE DINO DERBY OU OREILLERS EN FORME DE PERSONNAGES
Au choix. Dino Derby #58023. Rég. Sears 19,99. Oreillers avec personnages de Looney TunesSM, Sesame StreetSM, Winnie l'oursonSM et classiques DisneySM. Rég. Sears 16,99
Les jouets ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Disney. Basé sur les livres de Winnie l'ourson. Droits d'auteur: A.A. Milne et E.H. Shepard. ©1998 Warner Bros.

rabais 10%
CHAUSSURES NEVADA^{MD}, JESSICA^{MD}, JESSICA SPORT^{MD} ET JESSICA COMFORT
Rég. Sears 39,99. La paire
29⁹⁹

DE PLUS, LE SUPER SAMEDI DÉBUTERA LE VENDREDI 30 OCTOBRE 1998

SEARS

Venez découvrir tous les côtés de Sears^{MC}

Politique

Réouverture de l'usine Iron Ore: les Montagnais de la Côte-Nord réclament leur part de l'emploi

MARTIN PELCHAT
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Les Montagnais de Uashat-Maliotenam apportent un bémol à l'enthousiasme suscité à Sept-Îles par l'annonce, confirmée mardi par Lucien Bouchard et la compagnie minière Iron Ore, de la réouverture de l'usine de boulettes de fer fermée il y a 17 ans.

« Ce sont nos ressources naturelles et les gens n'ont pas à nous mettre de côté », avertit le chef du conseil de bande, Rosario Pinette.

Le chef déplore que sa communauté ait été tenue à l'écart des pourparlers entourant la réouverture. M. Pinette trouve « désolant » que les Montagnais aient appris « en même temps que tout le monde » cet événement.

« On a des droits à faire valoir en matière d'emploi, dit-il. La compagnie traverse nos territoires, c'est quelque chose dont elle aura à tenir compte. »

Rosario Pinette rappelle que dans les années cinquante, une entente avait été conclue entre les Montagnais et IOC. « Mais ça n'a pas de valeur, d'autant plus que l'entente, aussi simple était-elle, n'a pas été respectée », dit le chef, qui entend maintenant discuter

« stratégie » avec ses collaborateurs.

Le président d'IOC, John LeBoutillier, s'est dit « prêt à regarder » la question de l'embauche des autochtones pour les travaux à l'usine et son opération. Il a eu des discussions avec M. Pinette et ses collaborateurs mardi après-midi.

M. LeBoutillier a d'autre part précisé que la réouverture était conditionnelle à ce qu'une entente intervienne avec la ville de Sept-Îles sur l'évaluation de l'usine et avec le Syndicat des métaux en vue de la signature d'une convention collective de plus de trois ans.

Le redémarrage de l'usine s'inscrit dans un plan d'investissement de un milliard d'IOC, dont la majorité (60 %) ira à Terre-Neuve

et le reste (344 millions) à Sept-Îles. L'usine de boulettes rouvrira au milieu de 2001 et créera à terme 138 emplois permanents.

Même si la Côte-Nord est le théâtre du plus gros chantier au Québec, celui de la centrale hydroélectrique SM-3, qui sera mise en opération en 2001, le taux de chômage est encore élevé à Sept-Îles à 10 % à 15 %, selon les saisons.

Avec 26 000 habitants, la population de la ville n'est pas plus élevée aujourd'hui qu'avant l'ouverture de l'aluminerie Alouette, en 1992. Avant la crise du fer et la fermeture par Iron Ore, en 1982, des mines de Shefferville, la population de Sept-Îles a déjà atteint les 36 000 habitants.

APEC: un rapport de la GRC n'a pas été soumis à la Commission

Presse Canadienne
VANCOUVER

Un procureur de la Commission des plaintes du public de la GRC a déclaré hier qu'il avait été informé de l'existence d'un rapport de la GRC qui aurait recommandé que des accusations criminelles soient portées contre certains agents de la GRC en raison de leur comportement à l'endroit de manifestants lors du sommet de l'APEC. Mais il n'a pas jugé opportun d'en aviser la Commission.

Me Chris Considine a expliqué qu'il avait estimé que le rapport, terminé en mai dernier sans être rendu public, ne constituait qu'une « opinion » qui aurait pu porter atteinte à l'impartialité des trois responsables de l'enquête.

En fin de compte, la Couronne a décidé qu'aucune accusation ne serait portée à partir des résultats de l'enquête interne, menée par un groupe de travail spécial de la GRC.

En Colombie-Britannique, la police n'a pas le pouvoir de porter des accusations. Elle peut soumettre un rapport à la Couronne, qui prend la décision finale.

L'enquête interne avait tenté de déterminer si les agents de la GRC ont abusé de leurs prérogatives lorsqu'ils ont dispersé une manifestation d'étudiants contre la présence de dictateurs asiatiques lors du sommet du Forum économique Asie-Pacifique qui s'est déroulé à Vancouver, en novembre dernier.

La GRC a eu recours à des pulvérisations de poivre de Cayenne et procédé à des arrestations, et des manifestants ont été fouillés à nu.

Ces incidents font l'objet de l'examen d'un comité de la Commission des plaintes du public de la GRC. Les audiences ont été suspendues, en attendant la décision d'un tribunal sur des allégations selon lesquelles le président du comité aurait critiqué la GRC.

Par ailleurs, l'avocat d'un des agents de la GRC impliqués dans la controverse de l'APEC a déclaré que son client avait fait l'objet d'un examen, mais que la police n'avait pas recommandé que des accusations soient portées.

L'avocat James Williams représente le sergent Hugh Stewart, qu'on a filmé en train d'asperger de poivre de Cayenne les manifestants qui bloquaient une route à l'Université de Colombie-Britannique.

LA NOUVELLE STL... ça me transporte!



Le nouveau réseau d'autobus de la Société de transport de la Ville de Laval est en vigueur depuis le 24 octobre dernier. La STL vous offre dorénavant un réseau d'autobus plus rapide, plus performant et destiné à mieux répondre à vos besoins.

Ce nouveau réseau permet de diminuer le nombre de correspondances, de diminuer les temps de parcours, d'améliorer la régularité des circuits et de desservir plus efficacement les centres d'intérêt de Laval. Les changements apportés au réseau répondent mieux à vos besoins.

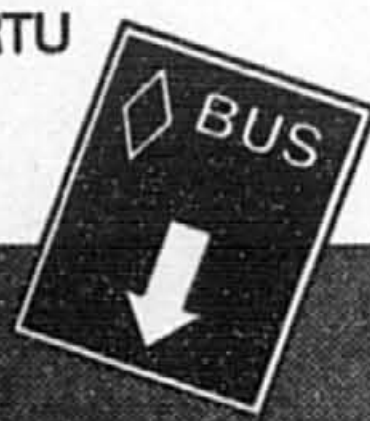
Pour de plus amples renseignements :

- Consultez le Plan réseau que nous avons fait parvenir à tous les foyers de Laval et qui vous informe des modifications et améliorations de service.
- Procurez-vous le dépliant-horaire du circuit qui vous intéresse au terminus Laval (métro Henri-Bourassa), au centre administratif de la STL (2250, avenue Francis-Hughes, Laval) ou à bord des autobus de la STL.
- Entrez en communication avec le service des renseignements de la STL au (450) 688-6520.

Un nouveau réseau!

- CIRCUITS VERS LE MÉTRO CÔTE-VERTU
- TERMINUS CARREFOUR LAVAL

Prolongement
des voies réservées



L'ANNEAU KERAVISION:
UN NOUVEAU DISPOSITIF
DESTINÉ À CORRIGER
LA MYOPIE
SANS LUNETTES,
SANS LENTILLES CORNÉENNES,
SANS CHIRURGIE AU LASER.
ÇA VOUS INTÉRESSE?

Focus Eye Centre, Ottawa, ON 613-724-3937 • TLC The Laser Center, Vancouver, BC 604-689-0919 • Gimbel Eye Centre, Edmonton, AB 403-452-4111 • Gimbel Eye Centre, Calgary, AB 403-286-3022 • Clinique ChirurgiVision, Trois-Rivières (Québec) 800-693-5657 • The Windsor Laser Eye Institute, Windsor, ON 519-252-2020 • Bochner Eye Institute, Toronto, ON 416-960-2020 • Clinique ChirurgiVision, Montréal (Québec) 514-844-1881

Comment

l'anneau KeraVision corrige-t-il la myopie?

Le mince anneau KeraVision modifie la forme de la cornée, soit la partie de l'œil où pénètre la lumière. Ce changement suffit généralement à corriger la myopie. En fait, l'amélioration de votre vision sera telle que vous n'en croirez pas vos yeux*.

Ce changement est-il permanent?

Oui. L'anneau est conçu pour corriger la vision de façon permanente. L'anneau de KeraVision est sécuritaire et simple. Vous ne le sentirez même pas et pourtant, il peut facilement être retiré.

Comment puis-je me procurer l'anneau KeraVision?

Seul un ophtalmologiste ayant reçu la formation nécessaire peut pratiquer cette intervention. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les avantages et les risques de l'anneau KeraVision ainsi que sur les résultats cliniques obtenus à ce jour, communiquez dès aujourd'hui avec l'une des cliniques mentionnées ci-dessus ou composez le 1-888-242-9448.

Appelez-nous pour découvrir comment l'anneau KeraVision peut améliorer votre vision.



Vous n'en CROIREZ pas vos yeux

.LEWEBÀL'OEUVRE^{MC}

**90 % DES GRANDES
COMPAGNIES D'ASSURANCE*
ONT LA MÊME**

**COUVERTURE
TOUS RISQUES.**

À savoir Lotus Notes® et Domino^{MC}. Parce qu'ils offrent plusieurs niveaux de sécurité pour éviter que l'information confidentielle ne tombe aux mains des mauvaises personnes. Avec Lotus, des milliers d'employés sont au diapason peu importe le fuseau horaire. En outre, le personnel de vente mobile a accès aux toutes dernières informations sur les produits, les tarifs et les clients. En bout de ligne, les clients reçoivent un meilleur service grâce à un traitement plus rapide des réclamations. Qu'ils aient besoin d'une couverture tous risques ou non. Pour en savoir plus, appelez-nous au **1 800 GO LOTUS** ou visitez notre site Web à **www.lotus.com/canada**

Lotus

Une compagnie IBM

Fêtez l'Halloween avec les comédiens de la série

DIVA

Un événement unique et grandiose, animé par Pénélope McQuade

Les comédiennes et comédiens de la série Diva seront costumés par une douzaine des designers québécois les plus renommés de la mode internationale.

• Ne manquez pas l'arrivée des mannequins sur l'avenue McGill College

Samedi prochain à midi, dans le mail du Centre Eaton.

Une présentation de

La Presse

LE CENTRE
EATON
MONTRÉAL

TVA

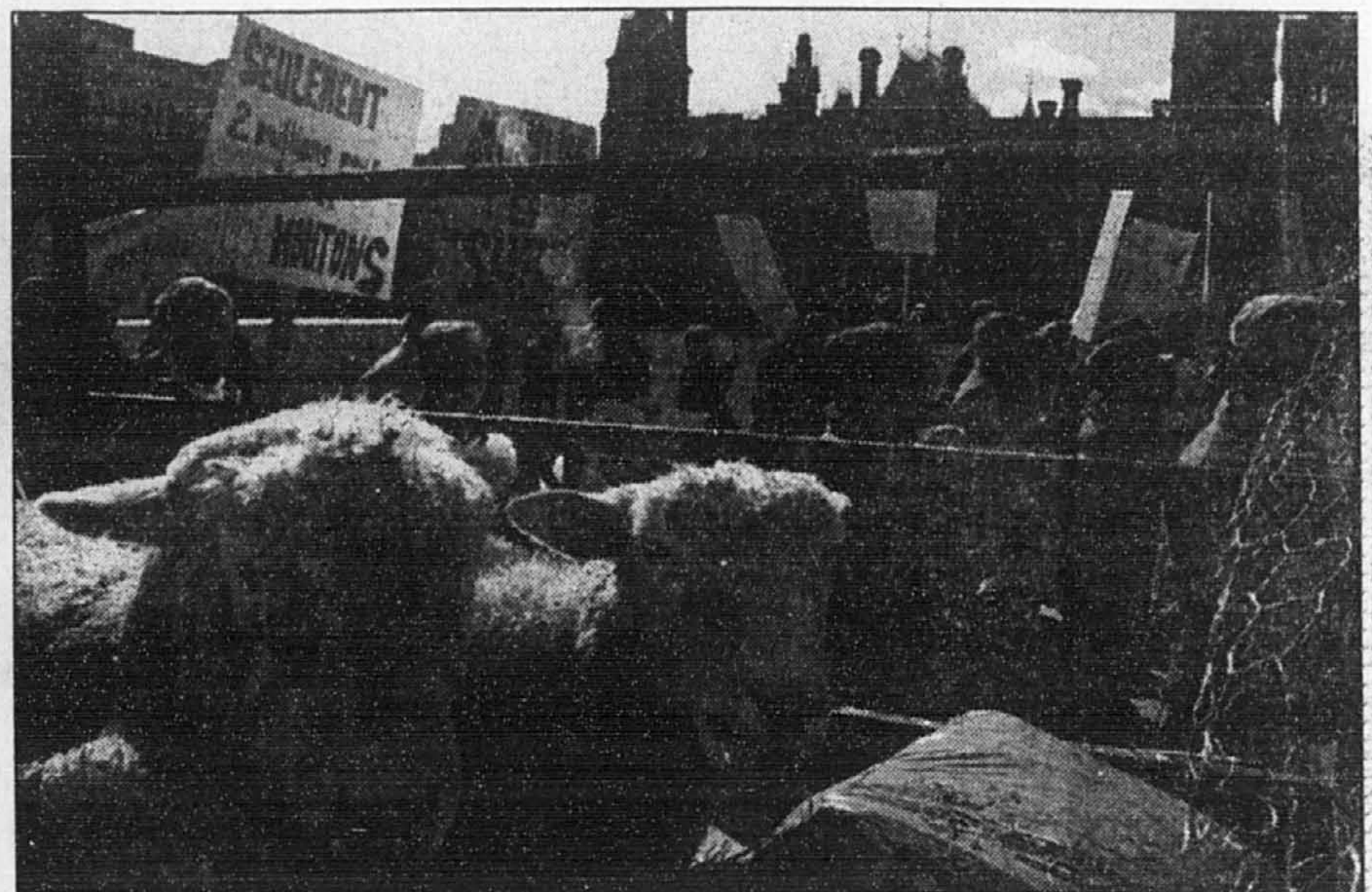


PHOTO PC

Quelque 300 producteurs de moutons ont réclamé, hier, à Ottawa, le versement rétroactif des indemnités augmentées annoncées cette semaine.

300 producteurs de moutons manifestent à Ottawa

Presse Canadienne
OTTAWA

Près de la moitié des producteurs québécois de moutons se sont rassemblés hier sur la colline du Parlement fédéral pour exiger plus d'argent de la part d'Ottawa dans le dossier de la tremblante du mouton.

Ils étaient donc 300 à réclamer que la hausse des indemnités pour les moutons abattus à cause de la tremblante, annoncée cette semaine, soit versée de façon rétroactive, ce qu'Ottawa refuse de faire. Les manifestants étaient accompagnés de moutons qui, après de longues négociations entre les organisateurs et la GRC, ont pu brouter à loisir la pelouse du parlement.

Selon la présidente de la Fédération des productions d'agneaux et de moutons du Québec, Desneiges Pepin, le ministre de l'Agriculture, Lyle Vanclief, fait preuve d'une attitude intransigeante.

Le gouvernement fédéral a annoncé mardi que l'indemnisation versée aux producteurs était désormais haussée jusqu'à un maximum 600 \$ par bête détruite, sans distinction de race. Ceux-ci obtenaient auparavant 300 \$ par bête de race et 150 \$ par animal hybride.

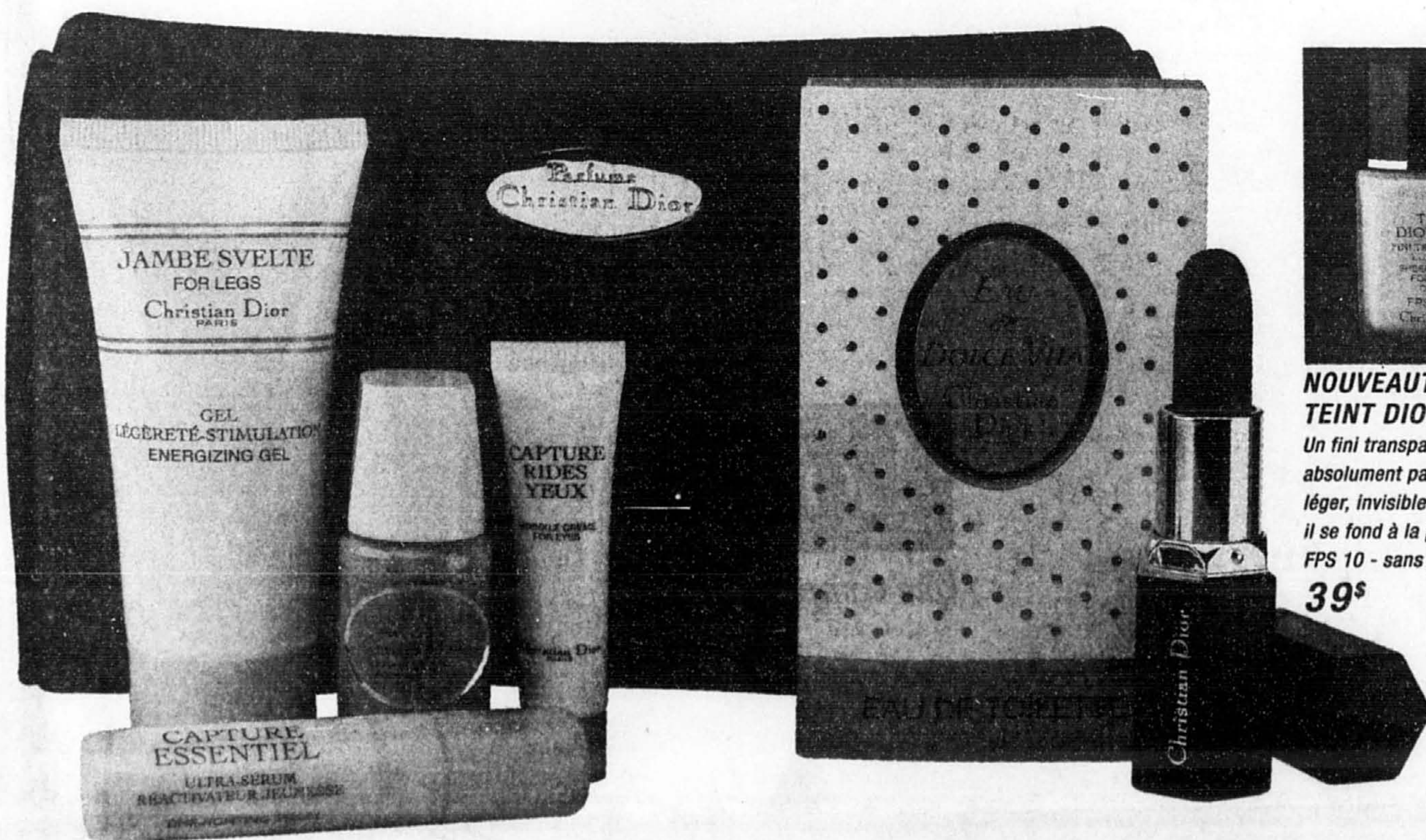
La tremblante du mouton, qui, en théorie, n'est pas transmissible aux humains, a causé de véritables ravages dans les troupeaux québécois, où se concentre la majeure partie de la production canadienne. Depuis le début de 1997, 11 000 bêtes y ont été abattues.

SEARS

PRIME OFFERTE JUSQU'AU DIMANCHE 1^{er} NOVEMBRE 1998, DANS LA LIMITE DES STOCKS

PRIME CHRISTIAN DIOR CHEZ SEARS

À l'achat de 35 \$ ou plus de produits de beauté Christian Dior ou de fragrances Miss Dior, Diorissimo ou Diorella, vous recevrez gratuitement cette prime de 7 pièces: une trousse à maquillage Christian Dior; un rouge à lèvres Rouge Collection de 3,5 g; un vernis à ongles de 7,5 mL; 5 mL de réactivateur Capture Essentiel; 5 mL de crème antirides Capture Rides Yeux; 30 mL de gel Jambe Svelte et 1,2 mL d'eau de toilette Eau de Dolce Vita en vaporisateur.
Une prime par client, dans la limite des stocks.



NOUVEAUTÉ CHRISTIAN DIOR: TEINT DIORLIGHT

Un fini transparent lumineux si doux, absolument parfait... léger, invisible et de longue durée, il se fond à la peau.

FPS 10 - sans gras. 30 mL

39\$

.LEWEBÀL'OEUVRE^{MC}

**DE PLUS EN PLUS
D'ENTREPRISES
PHARMACEUTIQUES ONT
TROUVÉ LE REMÈDE À LA**

CONGESTION BUREAUCRATIQUE

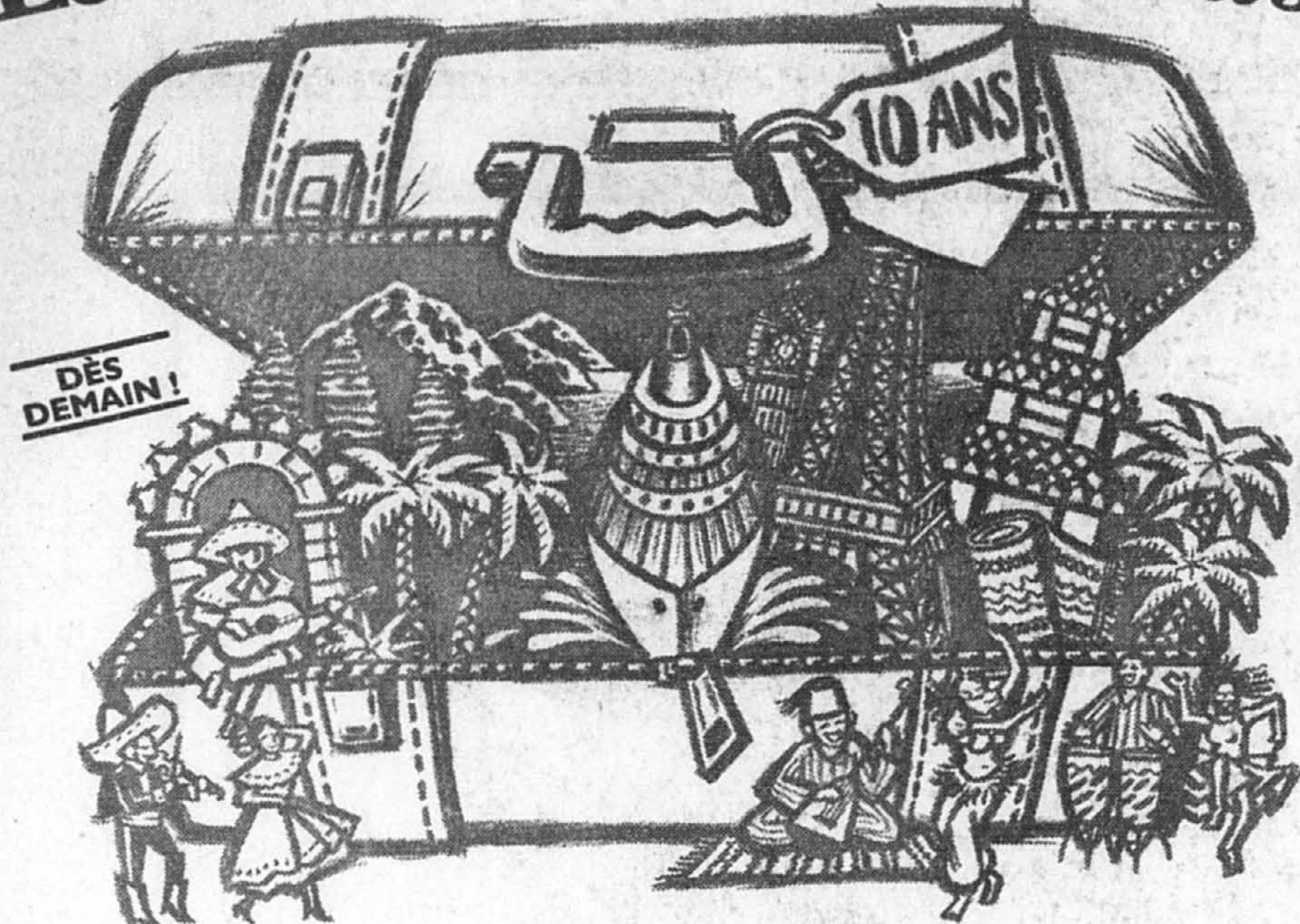
LOTUS.

L'enjeu est de déplacer rapidement des montagnes de dossiers dans des organisations gigantesques : entreprises pharmaceutiques, ministères provinciaux de la santé, organisations de soins intégrés. Tous équipés de plateformes différentes de serveurs et micro-ordinateurs. Répartis aux quatre coins de la planète. Dix-huit des vingt plus importantes entreprises pharmaceutiques dans le monde utilisent Lotus Notes[®] et Domino^{MC} parce qu'ils leur ont permis d'économiser des millions et de commercialiser plus rapidement leurs produits. Tout le monde se sent donc beaucoup mieux. Pour en savoir plus, appelez-nous au **1 800 GO LOTUS** ou visitez notre site Web à **www.lotus.com/canada**

Lotus

Une compagnie IBM

Le monde s'ouvre à vous!



SALON INTERNATIONAL
TOURISME
VOYAGES

PLACE BONAVENTURE • MONTRÉAL
30 OCTOBRE AU 1er NOVEMBRE 1998

DÉCOUVREZ!

- Plus de 100 pays représentés
- Des pavillons vedettes: France, Mexique, Venezuela, République Dominicaine, l'Asie, l'Orient, la Méditerranée...
- La grande place d'animation 10e anniversaire: des voyages racontés par vos artistes préférés
- La place du cinéma, des images à faire rêver: Vietnam, Maroc, Provence, Grèce, Égypte, Irlande...
- Les nouveautés au salon: Texas, Louisiane, Corée, Puerto Rico...

PROFITEZ!

- Plus de 400 spécialistes pour répondre à toutes vos questions
- Des centaines de forfaits avantageux dont les tout inclus
- Des dizaines de croisières à votre portée: les Caraïbes, la Méditerranée, l'Alaska...
- L'endroit idéal pour choisir votre prochaine destination soleil pour le temps des fêtes et cet hiver

Le 10e anniversaire du salon, faut pas manquer ça!

HEURES D'OUVERTURE PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses)
Vendredi: .11h à 20h Adultes: 9 \$
Samedi: .11h à 21h Carte Accès Mtl: 7 \$
Dimanche: .10h à 18h Aînés et étudiants: 7 \$
Enfants (6 à 12 ans inclus): 4 \$
La billetterie fermera une heure avant la clôture du salon.



Un événement En association avec En collaboration avec

Jeunes contrevenants:
Anne McLellan s'apprête
à faire marche arrière

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Devant le tollé soulevé par son projet de réforme de la loi sur les jeunes contrevenants, la ministre fédérale de la Justice, Anne McLellan, s'apprête à faire marche arrière en accordant au gouvernement du Québec toute la flexibilité pour maintenir son propre système.



Anne McLellan

Dès son dépôt, en mai, l'énoncé de politique de la ministre McLellan a provoqué un concert de critiques provenant aussi bien du gouvernement du Québec, du Barreau, des travailleurs sociaux que des milieux carcéral et communautaire.

Le front commun mené par le ministre de la Justice du Québec, Serge Ménard, reproche à Ottawa de vouloir imposer au Québec une approche qui ne lui convient absolument pas.

La ministre McLellan, a appris *La Presse*, est maintenant prête à mettre de l'eau dans son vin. Elle s'est engagée en ce sens, hier, au cours d'un dîner de travail avec le bâtonnier du Québec, Jacques Fournier.

Me Fournier était accompagné de Denis Paradis, le député libéral de Brome-Missisquoi et lui-même ancien bâtonnier du Québec. M. Paradis, qui était jusqu'à tout récemment président du caucus québécois dans le gouvernement Chrétien, s'est fait le porte-parole de ses collègues opposés au projet de réforme auprès de la ministre de la Justice.

« Elle est prête à beaucoup de flexibilité et à donner une large discrétion aux procureurs généraux des provinces, résume Me Fournier. D'après moi, le Québec pourra continuer à garder son modèle. »

Après avoir informé le bâtonnier des ses intentions, la ministre McLellan pourra maintenant en discuter avec ses homologues des provinces, aujourd'hui et demain à Regina au cours d'une rencontre fédérale-provinciale des ministres de la Justice.

Il y a dix jours encore, le ministre Serge Ménard est revenu à la charge contre le projet « rétro-

grade » d'Ottawa, qui abaisserait notamment de 16 à 14 ans l'âge auquel un jeune peut recevoir une peine d'adulte.

Le Québec, qui emprisonne beaucoup moins fréquemment les jeunes contrevenants que les autres provinces, a aussi le plus faible taux de criminalité dans ce groupe d'âge au pays.

Ces résultats font dire au ministre Ménard, au Barreau et aux travailleurs communautaires que le modèle québécois est le bon. L'approche de la réhabilitation au lieu de l'incarcération est en vigueur au Québec depuis 1984, ce qui explique en grande partie, selon Québec, que le taux de criminalité juvénile du Québec soit une fois et demie inférieur à la moyenne canadienne.

Le gouvernement fédéral peut laisser aux provinces toute la discrétion pour administrer certains programmes de justice, explique le bâtonnier.

Cela ne règle toutefois pas l'autre problème: Québec réclame 82 millions à Ottawa, affirmant ne pas avoir touché sa juste part du financement aux provinces au cours des 14 dernières années.

Depuis 1984, Ottawa paye aux provinces 50% des frais d'application de la loi sur les jeunes contrevenants. Comme la réhabilitation coûte moins cher que l'incarcération, Québec est pénalisé par ses choix, plaide le gouvernement Bouchard.

Québec reçoit moins, mais il lui en coûte moins pour administrer la loi, rétorque le ministère fédéral de la Justice.



TOUS LES COMPLETS

TOUS LES MANTEAUX SPORT

EN SOLDE

Économisez de
30 \$
à
130 \$

TIPTOP
Since / Depuis
1909

- Pointe Claire • Le Carrefour Laval • Les Galeries D'anjou •
- Richelieu • Place Versailles • Mall Champlain • St. Bruno •
- Place Montréal-Trust •